Email: lanationquotidien@gmail.com - Site: www.journal-lanation.com

LA NATION

Jeudi 29 Octobre 2026 N° 3886 Prix: 10 DA

Quotidien National d'Information

TRANSPORT AÉRIEN

Air Algérie relance la ligne aérienne Alger-Tripoli

P2

A L'ORIGINE DU 1ER NOVEMBRE 1954

Le courage, le sacrifice et la volonté

P3



SADEK SELLAM À LA NATION ET EL HOURRIA

«L'action d'un groupe résolu a fait sortir l'Algérie de l'impasse»

"L'HISTOIRE DE L'ALN RESTE INSUFFISAMMENT ÉTUDIÉE"



Le 1er Novembre 1954 marque l'aboutissement d'un long processus de rupture entre le système colonial et les aspirations du peuple algérien qui a souffert, pendant des décennies, d'injustice et de répressions. Son avant-garde ne croyait par conséquent plus aux tentatives de réformes institutionnelles et aux voies pacifiques qui ont été définitivement enterrées avec les massacres du 8 mai 1945. Mais comment cette évolution a-t-elle conduit au choix de la lutte armée ? Quels actes, quels rapports de force et quelles influences internationales ont préparé l'insurrection ?

Entretien réalisé par F. Bakhouche. M. Bouazdia et H. Mossadek

SECTEUR DE LA COMMUNICATION

Les textes d'application des lois bientôt promulgués

Le ministre de la Communication, Mohamed Bouslimani, a indiqué, hier sur les ondes de la chaine3 de la Radio algérienne, que les textes d'application des lois encadrant le secteur seront promulgués prochainement en vue de parachever le processus d'installation des autorités de régulation. Il a rappelé la promulgation de la loi organique relative à l'information, ainsi que des lois relatives à l'audiovisuel et à la presse écrite et électronique, précisant que "les pouvoirs publics sont en phase de finalisation du processus de mise en œuvre, à travers l'élaboration des textes d'application, dont la publication est prévue prochainement". Dans ce contexte, le ministre a indiqué que le président de la République "insiste pour que ce processus soit mené à son terme", tout en soulignant son insistance sur l'installation des autorités de régulation. Il s'agit d'une démarche institutionnelle continue visant à servir "l'intérêt du journaliste", selon le ministre qui s'est dit "convaincu" que le travail "sera encore meilleur et mieux organisé".
Evoquant le contexte géopolitique et les attaques ciblant le pays, M. Bouslimani a appelé les professionnels des médias à se mobiliser pour défendre le pays. Soulignant que les médias sont une "arme fatale", il a affirmé que "l'ère de la réaction est révolue" et qu'aujourd'hui, "nous agissons".
Concernant la préparation des prochaines élections locales du 28 novembre, le ministre a souligné l'étroite coordination avec l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), en vue de réunir les conditions logistiques nécessaires à la couverture du scrutin par les journalistes algériens et étrangers et de faciliter leur mission.

R.N

CODE PÉNAL

Installation de la commission chargée de proposer des modifications

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Lotfi Boudjemaa, a procédé, hier, à l'installation de la commission chargée de proposer la modification des dispositions du Code pénal, a indiqué un communiqué du ministère. Cette commission est "composée de conseillers à la Cour suprême et au Conseil d'Etat, de magistrats des cours de justice, d'avocats et de cadres de l'administration centrale" et "pourra faire appel, dans le cadre de ses travaux, à tout expert ou spécialiste des questions pertinentes qu'elle jugera utile", a précisé la même source.
La commission "jouit, à cet effet, de toutes les prérogatives et dispose de tous les moyens nécessaires à l'accomplissement de sa mission dans les meilleures conditions", a ajouté le communiqué, précisant qu'elle "entamera ses travaux directement après son installation et remettra ses résultats dans un délai de quatre mois".

R.N

TRANSPORT AÉRIEN

Air Algérie relance la ligne aérienne Alger-Tripoli

Cette ligne sera exploitée à raison de deux vols par semaine, ce qui permettra d'offrir diverses options pour le transport de passagers et de marchandises, et soutenir les relations économiques et commerciales entre les deux pays.

Le groupe Air Algérie a repris, hier, ses vols vers la Libye via une ligne aérienne reliant Alger à Tripoli, à travers l'organisation d'un vol inaugural au départ de l'aéroport international Houari-Boumediene d'Alger. A ce propos, le directeur des ventes et des réseaux par intérim d'Air Algérie, Sid Ahmed Dekdouk, a précisé que la reprise de cette ligne "s'inscrit dans le cadre de la stratégie du groupe visant à élargir et à développer son réseau international, notamment en Afrique, et à faire de l'Algérie un hub régional reliant le continent africain aux différentes régions du monde".
Cette ligne sera exploitée à raison de deux vols par semaine, ce qui permettra d'offrir diverses options pour le transport de passagers et de marchandises, et soutenir les relations économiques et commerciales entre les deux pays, a fait savoir le responsable, qui a exprimé son espoir qu'elle "constituera un pilier supplémentaire pour renforcer les liens de coopération entre les deux pays frères, l'Algérie et la Libye".
De son côté, l'ambassadeur de l'Etat de Libye en Algérie, Saleh Hemma Mohamed Bagda, a estimé dans une déclaration à la presse avant le départ du vol, que la reprise des vols réguliers entre Alger et Tripoli, après leur suspension depuis 2014, représente "une étape importante pour renforcer les relations bilatérales et consolider les liens historiques et fraternels unissant les deux pays". "Cette ligne ne se limite pas au seul aspect commercial, mais revêt des dimensions socioéconomiques et humaines, ce qui permettra de renforcer les contacts entre les deux peuples et de faciliter les déplacements des voyageurs", a-t-il ajouté, saluant les efforts d'Air Algérie et des autorités algériennes pour concrétiser cette étape.
Pour sa part, l'ambassadeur d'Algérie auprès de la Libye, Abdelkrim Rekaibi, a souligné, hier à Tripoli, que la reprise des vols d'Air Algérie à destination de la Libye est de nature à ouvrir de nouvelles perspectives pour le renforcement des relations bilatérales entre les deux pays frères, notamment dans les domaines économique, commercial et touristique. Il a précisé que cette initiative intervient "en réponse à la demande croissante de la communauté algérienne établie en Libye et des citoyens libyens souhaitant se déplacer entre les deux pays dans de meilleures conditions", soulignant qu'elle vise aussi à "répondre aux besoins des opérateurs économiques, des hommes d'affaires et des entreprises souhaitant développer les échanges et renforcer les opportunités d'investissement".
Le concernant, le ministre libyen des Transports, Mohamed Al-Shahoubi, a estimé que la reprise des vols d'Air Algérie à destination de Tripoli, après une interruption de douze ans, marque "une étape importante vers le renforcement des relations algéro-libyennes et le développement des échanges commerciaux et économiques entre les deux pays frères".
Ce vol, note-t-on, s'inscrit dans le cadre du renforcement du trafic aérien vers et depuis les différentes capitales africaines, faisant de l'aéroport international d'Alger un hub, et ce, en phase avec la dynamique que connaît le transporteur public, notamment après le renforcement de sa flotte par de nouveaux appareils.
Le groupe Air Algérie avait annoncé le lancement de cinq nouvelles lignes internationales vers l'Afrique et l'Asie dans le cadre du développement de son réseau international et du renforcement de la desserte aérienne. Outre Shanghai (26 octobre) pour l'Asie, il s'agit de quatre (4) nouvelles destinations vers des pays africains, à savoir Conakry (25 octobre), Brazzaville et Lagos (26 octobre), et Tripoli (28 octobre). Ces destinations renforcent le réseau du groupe à travers le continent et soutiennent l'ouverture de l'Algérie sur son environnement continental, à travers l'élargissement des options de transport, le développement des perspectives d'échanges économiques et commerciaux et le renforcement des liens avec les pays africains.



R.N

NESDA

Plus de 7 000 micro-entreprises créées en une année

Le directeur général de l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (NESDA), Bilal Achacha, a révélé, lors de son passage hier à l'émission ''L'invité du matin'' de la chaine1 de la Radio algérienne, que l'agence a accompagné la création de 7 009 micro-entreprises depuis octobre 2025, date de sa restructuration. Ces entreprises font désormais partie du portefeuille de l'agence, qui entend renforcer leur contribution aux efforts de l'État visant à diversifier l'économie nationale, à créer de la richesse, à lutter contre le chômage et à générer des emplois. Il a ajouté que ces entreprises emploient actuellement près de 2 600 travailleurs, assurant que les efforts se poursuivraient afin de soutenir les initiatives entrepreneuriales à l'échelle nationale. En plus de l'accompagnement des porteurs de projets dans la création de leurs micro-entreprises, le rôle de la NESDA englobe également la formation et la qualification, considérées comme deux piliers essentiels pour préparer une nouvelle génération d'entrepreneurs capables de concrétiser leurs idées et de les transformer en projets économiques productifs, a-t-il expliqué. Depuis 2025, l'agence avait assuré la formation et l'accompagnement d'environ 70 000 bénéficiaires porteurs de projets, au sein des centres de développement de l'entrepreneuriat (CDE), dont le nombre dépasse les 200, a expliqué M.Achacha, précisant que ces centres sont répartis entre les différentes universités, les instituts et les écoles relevant du secteur de l'enseignement supérieur, ainsi que les établissements du secteur de la formation et de l'enseignement professionnels. Selon lui, au moins 10 % de ces jeunes, ainsi que d'autres porteurs de projets, s'orientent vers la création de micro-entreprises et la concrétisation de leurs projets sur le terrain.
Concernant le financement des projets, M. Achaacha a affirmé que l'agence œuvre à améliorer les mécanismes de recouvrement des crédits et à faciliter l'accès des porteurs de projets au financement. Il a précisé que les efforts de recouvrement des crédits avaient enregistré une hausse de 50 % au cours des deux dernières années, dans le cadre d'une stratégie visant à renforcer la récupération des fonds et à les réorienter vers le financement de nouveaux projets. S'agissant du montant du financement, il a expliqué que chaque micro-entreprise bénéficie d'un financement estimé à 2 millions DA, afin de permettre aux porteurs de projets de concrétiser leurs idées et de lancer leurs activités économiques. L'agence avait proposé de porter le plafond actuel du financement des micro-entreprises à 20 millions de dinars, compte tenu de l'évolution du marché des équipements et des infrastructures, ainsi que de ses perspectives. Pour ce qui est du taux d'acceptation et d'approbation des dossiers de projets, le DG de la NESDA a assuré qu'il est de 90 % au niveau de la commission compétente. Celle-ci travaille en partenariat avec les secteurs de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, ainsi que de la formation et de l'enseignement professionnels. Cette coopération permet de renforcer la coordination entre les formations proposées et les besoins de l'économie, tout en facilitant le passage des porteurs de projets de la phase de qualification à celle de la création d'entreprise.

R.N

A L'ORIGINE DU 1ER NOVEMBRE 1954

Le courage, le sacrifice et la volonté

Dans la nuit du 31 octobre au 1er novembre 1954, des attaques éclatent simultanément en divers points de l'Algérie. Le Front de libération nationale vient de passer à l'action avec des armes dérisoires et une organisation encore fragile.



Son objectif est d'abattre l'empire colonial français et l'occupation de peuplement instaurée en 1830 par le feu et le sang, un système que la France croit destiné à durer des siècles, voire des millénaires. Ce décalage entre la faiblesse initiale des révolutionnaires et la portée historique de leur décision allait bâtir à jamais la grandeur de la lutte de libération algérienne.

UN PEUPLE PRIVÉ DE VOIX

Cette décision est la seule réponse qui reste à un peuple qui subit, depuis près d'un siècle et demi, la dépossession foncière, l'injustice, la répression sanglante, l'acculturation, le racisme et l'humiliation. Ses multiples tentatives de se faire entendre, par les insurrections ou par des moyens pacifiques, se sont brisées contre le mur de la surdité et de l'arrogance coloniales. Il ne reste dès lors que le langage des armes.

LE TRAUMATISME DU 8 MAI 1945

Le point de rupture remonte à une décennie. Le 8 mai 1945, jour où la France célèbre la fin de l'occupation allemande, les Algériens descendent également dans la rue pour réclamer la fin d'un ordre inique qui les étouffe. Les manifestations de Sétif, Guelma et Kherrata sont alors écrasées par une répression massive et féroce, qui se solde par 45 000 morts en quelques jours.
Pour l'historien Daho Djerbal, ce traumatisme accélère la rupture avec la France : l'idée que l'ordre colonial puisse évoluer pacifiquement perd une part de sa crédibilité. Tous les Algériens ne se tournent pas alors vers la lutte armée. Mais pour une partie des militants, la possibilité d'une transformation politique sans affrontement devient de plus en plus incertaine.

UN STATUT INJUSTE

Le statut de 1947, avec ses deux collèges électoraux, consacre une représentation paritaire entre Européens et musulmans, malgré le déséquilibre démographique considérable entre les deux populations. Cette contradiction convainc définitivement les militants nationalistes du Parti du peuple algérien, puis du Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD), que la seule option restante est l'indépendance.
Même Ferhat Abbas et l'Union démocratique du manifeste algérien, qui défendent pourtant d'autres voies politiques, prennent conscience de l'inutilité de l'action institutionnelle. Les élections de l'après-guerre, marquées par des manipulations et des fraudes, réduisent d'autant la portée des succès nationalistes.

LES RÉSEAUX DE L'ORGANISATION SPÉCIALE

En 1947, l'Organisation spéciale est créée pour préparer l'action armée, mais la police française la démantèle en 1950. Ses anciens membres, dont plusieurs joueront un rôle central en 1954, conservent néanmoins des réseaux, une expérience clandestine et la conviction qu'une insurrection reste possible.
Dans la même période, un débat profond secoue le MTLD entre partisans de la poursuite de la voie politique et partisans de la lutte armée. Cette crise affaiblit l'organisation au moment même où la question de l'indépendance exige une stratégie claire. En mars 1954, des militants issus notamment de l'ancienne OS fondent le Comité révolutionnaire d'unité et d'action (CRUA), dans le but de dépasser les divisions et de préparer la guerre.

UN PARI RISQUÉ

L'entreprise est périlleuse. Les futurs chefs du FLN ne disposent ni d'une armée constituée ni d'un soutien populaire mesurable à l'échelle du pays. Daho Djerbal insiste sur la dimension d'abord politique de leur décision : il s'agit de briser le rapport de force imposé par la puissance coloniale et de créer une dynamique que les institutions existantes semblent incapables de produire.

DE DIÊN BIÊN PHU AUX DJEBELS

Le contexte international compte également. La défaite française de Diên Biên Phu, en mai 1954, puis les accords de Genève nourrissent l'idée qu'une puissance coloniale peut être contrainte au retrait. Les luttes en Tunisie et au Maroc montrent que l'ordre impérial français n'est plus intangible. Ces événements ne déclenchent pas mécaniquement l'insurrection algérienne, mais ils rendent plausible la victoire politique par la lutte armée.

Six chefs historiques, une décision

Le groupe dirigeant, désigné comme celui des « six chefs historiques », réunit Mohamed Boudiaf, Mostefa Ben Boulaïd, Larbi Ben M'hidi, Didouche Mourad, Krim Belkacem et Rabah Bitat. Ahmed Ben Bella, Hocine Aït Ahmed et Mohamed Khider jouent également un rôle dans les réseaux extérieurs et les préparatifs politiques.
La préparation repose sur le secret, la répartition territoriale des responsabilités, la recherche d'armes et la mobilisation des militants. Les réunions d'octobre 1954 permettent d'arrêter les modalités du déclenchement, malgré la faiblesse des moyens face à l'armée française.

UNE DÉTERMINATION INÉBRANLABLE

La lutte de libération ne naît ni d'un consensus achevé ni d'une victoire militaire annoncée. Elle procède d'une histoire de dépossession et de refus politiques, d'une mémoire de la répression, d'une crise du mouvement national et d'une décision prise par un noyau de militants convaincus que l'ordre colonial ne céderait pas de lui-même. Le 1er Novembre 1954 transforme cette conviction en action. Il ouvre un conflit dont l'issue reste incertaine, mais qui place au cœur du débat une revendication jusque-là combattue : le droit du peuple algérien à disposer de lui-même.
La détermination des initiateurs ne faiblit jamais. Après huit ans de guerre totale, de sacrifices, de tortures, de camps d'internement, de napalm et de déplacements forcés, et près d'un million et demi de martyrs, l'Algérie arrache son indépendance le 5 juillet 1962.

Mohamed Badaoui

SADEK SELLAM À LA NATION ET EL HOURRIA

«L'action d'un groupe résolu a fait sortir l'Algérie de l'impasse»

• "L'histoire de l'ALN reste insuffisamment étudiée"

Le 1er Novembre 1954 marque l'aboutissement d'un long processus de rupture entre le système colonial et les aspirations du peuple algérien qui a souffert, pendant des décennies, d'injustice et de répressions. Son avant-garde ne croyait par conséquent plus aux tentatives de réformes institutionnelles et aux voies pacifiques qui ont été définitivement enterrées avec les massacres du 8 mai 1945. Mais comment cette évolution a-t-elle conduit au choix de la lutte armée ? Quels actes, quels rapports de force et quelles influences internationales ont préparé l'insurrection ?
Dans cet entretien accordé à La Nation et EL Hourria, l'historien Sadek Sellam revient sur les ressorts politiques et historiques du déclenchement de la Révolution algérienne. Son analyse replace les décisions des nationalistes dans un contexte marqué par les blocages du système colonial, les transformations du Maghreb et l'affaiblissement de la puissance française, notamment après Diên Biên Phu. Elle examine également les perceptions de la guerre en France, en distinguant les positions des dirigeants de celles d'une partie de l'opinion publique.
L'intérêt de cet échange réside aussi dans son ouverture sur des questions qui dépassent la seule genèse de l'insurrection. Sadek Sellam interroge la place accordée à l'Armée de libération nationale dans les travaux historiques, les difficultés d'accès aux archives et les controverses relatives aux violences coloniales. Il porte enfin un regard critique sur les initiatives mémorielles franco-algériennes, dont les résultats restent, selon lui, insuffisants au regard des enjeux historiques.
L'entretien invite ainsi à étudier les mécanismes qui ont rendu l'insurrection inéluctable et approfondir les débats qui continuent de traverser l'écriture de cette histoire.

Entretien réalisé par F. Bakhouche. M. Bouazdia et H. Mossadek



La Nation-El Hourria : Quel regard portez-vous aujourd'hui sur la portée symbolique de la date du 1er novembre 1954 ?

Sadek Sellam : La portée symbolique, politique et historique du 1er novembre 1954 est considérable. À cette date, la volonté l'a emporté sur les velléités de toutes sortes. L'action d'un groupe discipliné et résolu a fait sortir l'Algérie de l'impasse dans laquelle l'avait placée une classe politique certes nationaliste, mais rendue fataliste par les refus coloniaux opposés aux réformes réclamées par de bons orateurs, qui croyaient pouvoir faire évoluer le système colonial par des discours légalistes. Mais le colonialisme ne comprenait pas leur langage. Les Novembristes ont montré les vertus du courage, ce qui leur a valu la confiance d'un peuple lassé des beaux discours et des promesses non tenues.

La Nation : Comment l'opinion publique française a-t-elle évolué dans sa perception de la guerre de Libération nationale algérienne ?

Déjà, au milieu de la guerre de Libération, l'opinion publique française avait une perception différente de celle de la classe politique. Bon nombre d'hommes politiques continuaient à croire à une victoire militaire. Ceux qui étaient engagés dans la « pacification » (qualifiée d'extermination en 1956 par le docteur Aissa Bensalem, en réponse à une question du président René Coty) se voyaient déjà élus à la présidence de la République à la faveur de la victoire militaire espérée. C'était le cas de Mitterrand, qui déclara, au début de novembre 1954, qu'en Algérie, « la seule négociation, c'est la guerre ! ». C'était aussi le cas — et on le sait beaucoup moins — de Mendès France, président du Conseil depuis juin 1954, et même de Robert Lacoste, ministre résident, homme à poigne nommé en février 1956 par Guy Mollet, qui a abdiqué sous les boulons et les tomates lancés par les précurseurs de l'OAS.
Mais un sondage confidentiel au sein de l'armée, commandé par le général de Gaulle dès son retour au pouvoir en 1958, a montré qu'une majorité d'officiers, de sous-officiers et d'hommes de troupe ne croyaient pas à une victoire militaire. Les militaires étaient acquis aux idées des anticolonialistes qui avaient courageusement pris position dès le début de la guerre. J'ai réuni et publié les textes de ces anticolonialistes (Barrat, Berque, Ceccaldi-Raynaud, Mauriac, Monteil, Rosenfeld, Sartre, etc.), qui sauvèrent l'honneur de leur pays, bafoué par les va-t-en-guerre qui cautionnaient les tortionnaires.
À terme, l'influence des appelés ayant servi en Algérie et hostiles à la guerre a fait que 56 % des Français interrogés dans les années 1980 donnaient raison aux patriotes algériens. Dans les années 1990, l'évêque de Seine-Saint-Denis, chargé par l'Église de la repentance pour la Shoah, estimait que « le peuple algérien a droit aux mêmes excuses. Mais il n'y a pas de lobby qui pousse à cela ».
Pour sa part, la classe politique restait en décalage, comme l'a montré un ministre des Affaires étrangères de Sarkozy qui, rentré bredouille d'Alger (où il n'avait signé aucun contrat, ni militaire ni commercial), a déclaré attendre la disparition de tous les moudjahidine pour pouvoir faire du business avec l'Algérie.

La Nation : Quels sont les principaux facteurs politiques, sociaux et historiques qui ont conduit au déclenchement de la guerre de Libération nationale, le 1er novembre 1954 ?

Ce sont les déceptions provoquées par le sabotage des réformes qui ont progressivement amené un nombre croissant d'Algériens à ne plus croire à la « révolution par la loi » et à se montrer disposés à soutenir ceux qui déclencheraient la lutte armée.
En 1919, l'insuffisance des réformettes de Clemenceau a ruiné l'espoir d'une représentation parlementaire, attendu en souvenir de la « fraternité d'armes » de la Première Guerre mondiale. En 1924, le Cartel des gauches a montré l'incapacité de la social-démocratie à être à la hauteur de l'événement. L'émir Khaled, qui était interdit de séjour en Algérie pour avoir remporté les élections de 1919 et de 1920, a été autorisé à se rendre en France. Mais il a été expulsé juste après sa deuxième conférence à Paris, en juillet 1924.
Le premier président de l'Étoile nord-africaine, le Tunisien Chadli Kheirellah, a été expulsé à son tour en 1927 pour avoir osé utiliser le mot « musulman » pour désigner l'association des étudiants nord-africains.
Puis, la célébration ostensible et blessante, en 1930, du centenaire de la prise d'Alger a rendu les thèses nationalistes plus crédibles. En 1936, le refus du projet Blum-Violette, qui voulait accorder la « citoyenneté dans le statut » (personnel musulman) à une catégorie d'indigènes « évolués », a fait basculer du côté des indépendantistes un grand nombre d'Algériens qui croyaient à l'émancipation par étapes, conception qui deviendra chère à Bourguiba.
À la fin de la Seconde Guerre mondiale, les massacres de mai 1945 ont sensiblement accru le nombre de partisans de la lutte armée.
En 1947, la France a bénéficié des aides du plan Marshall pour sa reconstruction. Mais l'Algérie, constituée de « trois départements français », a été exclue du bénéfice de cette aide substantielle. La même année a été promulgué le statut organique de l'Algérie, qui reconnaissait la citoyenneté à tous les Algériens, augmentait le nombre de députés musulmans à l'Assemblée nationale, créait l'Assemblée algérienne et promettait l'indépendance du culte musulman, annoncée depuis 1907.

Mais ces avancées ont été tempérées par le trucage des élections et le sabotage de l'application de la loi de 1905 à l'islam, qui aurait conduit à l'indemnisation des habous confisqués. La valeur de ces derniers était estimée à 700 milliards par les services économiques du Gouvernement général, dirigés par le polytechnicien Salah Bouakouir.
On sait maintenant qu'un ministre de l'Intérieur conseillait de freiner des quatre fers la mise en œuvre du statut organique de septembre 1947, qu'il jugeait « contraire aux intérêts de la France ».
À cette mauvaise foi et à ce double langage de l'administration s'ajoutaient les vexations dues aux discriminations à caractère raciste, qui poussaient les jeunes vers le nationalisme indépendantiste. Les exemples sont nombreux : un collégien se fait recaler à l'examen du brevet par un examinateur qui l'interroge sur… l'Évangile selon Matthieu, qui n'était pas au programme, la laïcité oblige ; un lycéen, qui obtient une médaille lors d'une compétition sportive en Allemagne, ne retrouve pas son nom sur la liste des lauréats affichée au lycée à son retour ; un champion cycliste de Chebli, qui a remporté des étapes du Tour de France, fait l'objet de commentaires à caractère raciste dans le très moralisateur journal Le Monde…
En août 1954, la situation était tellement explosive que le très modéré bachagha Lakhdar Brahimi a écrit au Figaro pour tirer la sonnette d'alarme. Si des mesures d'urgence n'étaient pas prises, de sérieux troubles étaient à redouter, avertissait-il en substance. Seul le professeur Robert Montagne rassurait la classe politique de la IVe République en promettant, à quelques semaines du 1er novembre, que l'Algérie connaîtrait la quiétude pour les décennies à venir…

La Nation : Quels facteurs ont conduit les nationalistes algériens à opter pour la lutte armée le 1er novembre 1954, après plusieurs décennies de revendications politiques ?

La lutte armée était inscrite dans les faits à partir des massacres de mai-juin 1945, au cours desquels de véritables crimes contre l'humanité (le PPA a parlé de génocide) furent commis pour réprimer sauvagement une manifestation autorisée.
En 1947, tenant compte de l'augmentation du nombre de partisans de la lutte armée, Messali Hadj a créé l'OS, organisation paramilitaire secrète chargée de préparer la révolution armée. L'évolution dans les pays voisins rendait celle-ci inéluctable.
En Tunisie, en avril 1952, tous les membres du gouvernement Chenik ont été arrêtés à la sortie du Conseil des ministres. En août 1953, le sultan du Maroc a été déposé et déporté à la suite d'un coup de force que le ministre des Affaires étrangères, un « démocrate-chrétien », a présenté comme une « victoire de la Croix sur le Croissant ».
Le 7 mai 1954, la débâcle de l'armée française à Diên Biên



Phu, neuf ans jour pour jour après le génocide de mai 1945, a été attribuée à une justice immanente. Beaucoup de condamnés de mai 1945, qui avaient bénéficié d'une remise de peine, avaient renvoyé les mandats qui leur avaient été adressés par le MTLD et réclamé des armes. En croyant à un Diên Biên Phu dans les djebels, après celui des rizières, ils étaient en phase avec le CRUA naissant, sans être au fait de son existence.

La Nation : Le déclenchement de la lutte armée fut-il l'aboutissement d'une longue lutte politique ou une rupture brutale avec un mouvement stérile ?

Le 1er novembre a été l'aboutissement d'une trentaine d'années d'éducation à l'idée d'indépendance qui a créé une élite politique rendue crédible auprès du peuple par les blocages coloniaux et l'accélération de l'histoire après la deuxième guerre mondiale. C'est en prenant acte de cette évolution que, en 1953, Ferhat Abbas est parti au Caire où il a compris que les pourparlers avec l'émir Abdelkrim et le Bureau du Maghreb ainsi que les rencontres avec les Officiers libres et le cheikh El Hodeibi pouvaient favoriser l'émancipation de l'Algérie plus utilement que les plaidoyers dans les assemblées françaises.
C'est à son retour du Caire que ce chef de file du nationalisme fédéraliste, qui avait failli obtenir pacifiquement un État algérien associé en 1946, n'eût été la trahison des communistes, a déclaré : « Il ne reste plus que les mitraillettes. »

La Nation : Comment analyser la façon dont les historiens, des deux côtés de la Méditerranée, traitent-ils cette période (1954-1962) ?

Beaucoup a été dit des deux côtés de la Méditerranée sur la période 1954-1962, et beaucoup reste à faire. Pour les historiens ayant repris à leur compte la « primauté du politique sur le militaire », l'histoire de l'ALN reste insuffisamment étudiée.
Pour des considérations idéologiques, plusieurs livres ont été consacrés aux Combattants de la Libération, l'armée du PCA, qui n'a duré que quelques mois. Mais il manque un ouvrage de synthèse sur l'ALN qui a combattu pendant près de huit ans.
Le Dictionnaire de la guerre d'Algérie, paru il y a trois ans, comporte plusieurs notices consacrées aux communistes et à leur éphémère armée. En revanche, celles portant sur certains aspects de la vie de l'ALN sont souvent approximatives, parfois inexactes.
Bon nombre d'historiens sont confortés dans leurs choix par les écrits des militaires qui ont « pacifié » l'Algérie et veulent gagner la bataille de la mémoire en prétendant avoir « gagné militairement », afin de mieux reprocher au général de Gaulle de les avoir « privés » de leur « victoire ».
Un colloque en préparation a visiblement pour but de réexaminer cette thèse. Mais les organisateurs ont rencontré de grandes difficultés pour trouver de bons intervenants sur l'histoire de l'ALN.
Malgré les difficultés d'accès aux archives militaires algériennes, de bonnes thèses ont été soutenues sur ce sujet dans les universités algériennes. Mais l'absence de traductions et la méconnaissance de l'arabe du côté français rendent les échanges entre les deux rives de la Méditerranée difficiles. Un meilleur accès aux archives des wilayas et l'apprentissage de l'arabe par les jeunes historiens français permettraient à la connaissance de faire un bond.
Il manque également des ouvrages complets sur les méthodes de répression, qui faciliteraient la qualification des crimes commis au nom de la « pacification », malgré les blocages idéologiques hérités de la Seconde Guerre mondiale. Cela inciterait à davantage de prudence les historiens médiatiques qui évaluent à seulement 300 000 le nombre total des victimes de toute la guerre de Libération. Ce chiffre correspond au nombre de victimes en uniforme et portant une arme. Ceux qui l'avancent à la télévision négligent les civils tués en application du principe nazi de la responsabilité collective. Sont également « oubliés » les 200 000 morts dans les camps de regroupement après la création des zones interdites, ainsi que les victimes des « sections-grottes », qui ont utilisé des gaz à 10 000 reprises. Une seule de ces opérations a fait 150 morts.
Lors de la réalisation du documentaire consacré à l'ampleur de cette forme de guerre, Benjamin Stora a commencé par rappeler qu'il en avait parlé dans ses documentaires du début des années 1990. Il y a en effet consacré près de 45 secondes, ce qui ne suffit pas à résumer les ravages de 10 000 opérations menées avec des gaz asphyxiants.
Quant aux autres historiens, surpris par les résultats de la recherche courageuse et difficile de Christophe Lafaye, ils considéraient jusque-là l'usage des gaz comme un « détail de l'histoire » de la guerre d'Algérie, sans que cela leur paraisse choquant.
L'embarras était tel que la chaîne La Cinquième a déprogrammé le documentaire de C. Lafaye pour le remplacer par un débat au cours duquel le seul historien présent sur le plateau, B. Stora, a fait preuve d'une grande indulgence envers de véritables négationnistes de toute l'histoire coloniale.

La Nation : Qu'en est-il de l'opération Mémoires de Macron-Stora et des promesses de restitution de deux millions de pièces d'archives ? Quelle serait la part de la période 1954-1962 ?

Il est difficile de répondre à cette question qu'il faudrait poser aux commissions d'historiens, et spécialement à Benjamin Stora, le plus connu d'entre eux, qui tend à s'exprimer au nom des deux parties.
On peut, en effet, difficilement se faire une idée précise, compte tenu de la confusion entretenue par les débats médiatiques qui ont suivi la remise du rapport de Stora, puis sa publication. Il y a eu beaucoup d'effets d'annonce, ce qui rend difficile l'établissement d'un premier bilan permettant de distinguer la communication à finalité politique de l'information exacte.
On peut dire que, dans cette opération mémorielle, la réconciliation entre les héritiers français de l'OAS et les descendants des porteurs de valises est rapidement devenue prioritaire, au détriment de la mise au point des relations franco-algériennes.
Et ce n'est pas l'intrusion de la Mosquée de Paris dans un domaine étranger à l'univers mental de ses dirigeants qui changera cette impression de demi-échec.
Il suffit de rappeler le malaise général provoqué par l'apparition des imams sur les bords de Seine, le 17 octobre dernier. L'escouade d'imams vêtus de blanc servait à justifier les déclarations à l'emporte-pièce du recteur, qui s'est érigé en « représentant » de l'islam, des musulmans et de l'Algérie, alors que le consul général d'Algérie, qui se trouvait aux côtés du maire de Paris, était réduit au silence.
La médiocrité des nombreuses déclarations du recteur tranchait avec la qualité du discours, de haute tenue, du maire de Paris. Cela a ajouté au malaise des musulmans et des Algériens, désolés d'être si mal représentés.



Bio express

Sadek Sellam est historien, auteur et éditeur de plusieurs ouvrages consacrés à l'islam, aux musulmans en France, à la colonisation et à la guerre de Libération. Ses derniers livres publiés sont : Ahmed Boumendjel (1908-1982). De la conquête morale à la reconquête de la souveraineté nationale, Maisonneuve & Larose, Paris, 2021, et Barzakh, Alger, 2023 ; Intellectuels musulmans de France, Éditions El Amir, Marseille, 2026. Parmi les ouvrages réédités aux éditions Héritage figurent Argenteuil. Actes du Colloque méditerranéen de Florence (octobre 1958) et Amar Naroun : Ferhat Abbas ou les Chemins de la souveraineté, complété par des pièces d'archives renseignant sur l'évolution du nationalisme fédéraliste vers le soutien à la lutte armée.

RELIZANE

Près de 21 000 têtes bovines vaccinées contre la fièvre aphteuse

Un total de 20 808 têtes bovines ont été vaccinées contre la fièvre aphteuse dans la wilaya de Relizane, dans le cadre d'une campagne préventive qui s'est achevée récemment, a-t-on appris mardi auprès de l'inspection vétérinaire de la wilaya.
L'inspecteur principal vétérinaire, Kada Saghoui, a indiqué, dans une déclaration à l'APS, que cette opération a concerné les différentes régions de la wilaya. Elle s'inscrit dans le cadre des efforts déployés par l'Etat pour renforcer la santé animale et protéger le cheptel national.
L'inspection vétérinaire de la wilaya a mobilisé plus de 40 vétérinaires des secteurs public et privé afin d'assurer le bon déroulement de cette campagne, qui a touché plus de 1 602 exploitations agricoles.
Aucun cas de fièvre aphteuse n'a été enregistré dans la wilaya durant la période de mise en œuvre de la campagne, grâce aux mesures préventives prises, à la disponibilité des quantités nécessaires de vaccins pour couvrir les troupeaux bovins, ainsi qu'aux campagnes de sensibilisation menées par les inspecteurs vétérinaires.
Dans ce contexte, des visites de terrain à des fins de sensibilisation ont été organisées au niveau des exploitations d'élevage bovin. Des émissions de sensibilisation ont également été diffusées sur les ondes de la radio régionale de Relizane, dans le but d'encourager les agriculteurs et les éleveurs à profiter de la gratuité de la vaccination et à contribuer à la protection de leurs troupeaux contre cette maladie.
A noter que la wilaya de Relizane compte plus de 20000 têtes bovines, dont plus de 15000 vaches laitières, selon les données de l'inspection vétérinaire de la wilaya.

OULED DJELLAL

Campagne de sensibilisation pour la prévention des accidents de la route

Les services de la Sûreté nationale de la wilaya d'Ouled Djellal ont lancé, mardi, une vaste campagne de sensibilisation visant à prévenir des accidents de route.Cette campagne, qui a débuté à l'entrée nord du chef-lieu de la wilaya, près de la gare routière, s'inscrit dans le cadre de la stratégie visant à renforcer l'action préventive conjointe pour accompagner les usagers de la route en cette période marquée par une circulation dense, et à les sensibiliser à l'importance du respect strict des règles de sécurité routière ainsi que des dispositions du nouveau code de la route.Cette campagne de sensibilisation se poursuivra jusqu'au 5 novembre prochain, en coordination avec les services de la Gendarmerie nationale, de la Protection civile et de la Délégation nationale de la sécurité routière, a indiqué le commissaire de police Mehdi Fadali, du bureau de communication de la Sûreté de wilaya d'Ouled Djellal, à l'APS.Elle vise, en outre, à mettre en garde contre la gravité des comportements dangereux à l'origine des accidents de la route, tels que l'excès de vitesse et les dépassements dangereux, en plus d'avertir contre l'utilisation du téléphone portable au volant, selon la même source.Elle prévoit également la distribution de dépliants aux conducteurs contenant des conseils, parallèlement à des activités de proximité destinées aux familles, aux conducteurs de bus de transport de voyageurs et aux différents usagers de la route, dans le but d'ancrer une culture du respect des règles de conduite sécuritaire.

IN-SALAH

Vers la création d'un périmètre agricole de 15.000 ha au profit des investisseurs

Un périmètre agricole de 15.000 hectares (ha) sera prochainement créé dans la wilaya d'In-Salah au profit des investisseurs, afin d'accroitre les superficies consacrées aux cultures stratégiques, a-t-on appris mardi de la direction locale des services agricoles (DSA).
Cette opération, qui permettra aux investisseurs souhaitant bénéficier de terres agricoles pour réaliser leurs exploitations de s'inscrire via la plateforme numérique de l'Office national des terres agricoles (ONTA), devrait ouvrir de nouvelles perspectives en matière de développement potentiel productif de la wilaya et contribuer au renforcement de la sécurité alimentaire, a affirmé le DSA, Abdelaziz Zenigla.
Le même responsable a également fait état de démarches engagées à In-Salah en vue de la création de périmètres agricoles dédiés à la production de la tomate industrielle, parallèlement à la réalisation d'une unité de transformation de ce produit.
Une fois concrétisés, ces projets permettront de renforcer l'intégration entre la production agricole et la transformation industrielle, d'absorber les excédents de récolte, en plus d'encourager l'investissement dans les filières à fortes rentabilité économique, a-t-il ajouté.
Ils visent aussi à valoriser les potentialités agricoles de la wilaya et à diversifier la production, notamment dans les cultures stratégiques, notamment la céréaliculture et la tomate industrielle, a-t-on indiqué.

BOUIRA

Réhabilitation et extension du Barrage vert Lancement d'un programme de plantation de 400 hectares



Des opérations de reboisement sur 400 hectares, inscrites dans le cadre du programme 2026 de réhabilitation et d'extension du Barrage vert à Bouira, ont été lancées à travers les sept communes de la partie sud de la wilaya, a-t-on appris mardi auprès de la Conservation des forêts.
Lancé depuis deux jours, le programme de 2026 prévoit la plantation de 400 hectares, dont 200 hectares d'arbres forestiers et de 200 hectares d'arbres fruitiers, répartis sur les sept communes du sud de la wilaya couvertes par le projet du Barrage vert, à savoir Taguedit, Dirah, Maâmoura, Ridane, Hakimia, Hadjra Zerga et Sour El Ghouzlane, a indiqué le Conservateur des forêts, M. Mounir Demdoum.
Confiés à des entreprises privées, les travaux de ce projet d'envergure sont en cours et les délais s'étendent du 25 octobre en cours jusqu'au 21 mars prochain, selon le même responsable.
M. Demdoum a ajouté en outre que 85 hectares de plantations fourragères ont été réalisés à Dirah et à Taguedit entre mai et la mi-juillet 2026. Il a fait savoir par la même qu'une autre opération portant sur l'entretien de plantations était en cours sur une surface de 40 ha, "et les travaux ont atteint un taux de 50 %", a-t-il précisé.
La réhabilitation, l'extension et le développement du barrage dans le sud de la wilaya de Bouira sont un projet d'envergure visant à lutter contre la désertification et à protéger cette zone steppique qui s'étend sur plus de 95.000 hectares, selon le chef du projet, M. Amar Nait Messaoud.
Le Projet agro-écologique de boisement de la steppe algérienne, le Barrage vert, destiné notamment à lutter contre la désertification, remonte aux années 1970. Il s'agit de l'un "des plus ambitieux projets réalisés par l'Algérie durant l'ère du défunt président Houari Boumediene", a rappelé l'expert forestier, Nait Messaoud.
Pour la partie prévue sur le territoire de la wilaya de Bouira, elle s'étend sur une superficie de 95.807 ha, et concerne 7 communes.
L'étude de ce projet (réhabilitation et extension du Barrage vert à Dirah) a été réalisée et réceptionnée en 2016 par le Bureau national d'études pour le développement rural (BNEDER), d'après M. Nait Messaoud.
Le projet s'étalera jusqu'en 2027, avec une première tranche de travaux qui est déjà en cours. Il comprend plusieurs opérations portant, particulièrement, sur la plantation de certaines essences d'arbres dont le Cèdre et l'Eucalyptus, pour fixer et stabiliser le sol, ainsi que sur le gabionnage afin de lutter contre l'érosion et protéger les bassins versants des retenues collinaires de la zone de Dirah (Sud de Bouira).

Naâma : Acquisition et distribution de 1.000 ruches peuplées

La Direction des services agricoles (DSA) de la wilaya de Naâma a lancé une opération d'acquisition et de distribution de 1.000 ruches peuplées, dans le cadre du soutien aux éleveurs et aux petits investisseurs agricoles, a indiqué mardi la même institution.
Les services concernés ont précisé que les éleveurs et les petits agriculteurs des communes de Naâma, Mécheria, El Bayoudh et Aïn Benkhelil bénéficieront d'un quota de 290 ruches peuplées, tandis que 250 ruches seront distribuées aux agriculteurs de la commune d'Aïn Sefra.
Par ailleurs, 240 ruches seront distribuées dans les communes de Tiout et de Sfissifa, tandis qu'un quota de 220 ruches est destiné aux agriculteurs des communes d'Asla, de Moghrar et de Djéniane Bourzeg.
Une commission composée de représentants de la DSA, de l'inspection vétérinaire et des chefs des subdivisions agricoles est chargée d'étudier et de valider les demandes des bénéficiaires de cette opération.
Selon la même source, les petits apiculteurs et les éleveurs concernés doivent avoir suivi une formation spécialisée en apiculture dispensée par la Chambre d'agriculture ou par l'un des établissements d'enseignement et de formation professionnels de la wilaya, afin de pouvoir bénéficier de cette opération.
Cette initiative vise à améliorer la productivité des petits investisseurs agricoles et à renforcer leurs capacités dans le domaine de l'apiculture, notamment dans les zones rurales et montagneuses. Elle a également pour objectif d'encourager les agriculteurs à développer cette activité et de soutenir la filière apicole, en contribuant ainsi à accroître la production de miel dans la wilaya.

AFLOU (ALIMENTATION EN EAU)

Le programme d'urgence pour l'amélioration réalisé à 98%

Le programme d'urgence visant à améliorer le service public de l'eau dans la wilaya d'Aflou a atteint un taux d'avancement de 98% , avec la mise en service d'un château d'eau sur trois prévus, a-t-on appris mardi des services de la wilaya.
Inscrit en application des directives du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, ce programme a pour objectif de remédier aux insuffisances enregistrées en matière d'alimentation en eau potable, a précisé le wali de Laghouat, Mohamed Benmalek, en marge d'une récente visite de terrain.
Les travaux retenus dans le cadre de ce programme portent notamment sur le renforcement des capacités de stockage et d'adduction de l'eau, l'équipement des installations hydrauliques concernées et la réalisation des forages, a-t-il fait savoir.
Ces opérations devraient permettre d'assurer un approvisionnement régulier en eau, notamment dans les régions confrontées à des déficits en la matière, tout en anticipant les éventuelles tensions sur la ressource durant la saison estivale, a ajouté le même responsable.
Ce programme d'urgence s'insère dans la dynamique engagée pour renforcer le service public de l'eau et répondre aux besoins de la population, a-t-il conclu.

OUM EL BOUAGHI

Plantation de 3.000 arbustes dans la forêt de la commune d'El Djazia

Pas moins de 3.000 arbustes ont été plantés, mardi, dans la wilaya d'Oum El Bouaghi, au niveau de la forêt de la commune d'El Djazia, à l'occasion de la célébration de la Journée nationale de l'arbre (25 octobre de chaque année) et dans le cadre de la campagne de reboisement 2026-2027.
L'opération, menée dans la zone de la "forêt d'El Djazia ", a été supervisée par le wali d'Oum El Bouaghi, Ben Abdallah Chaib Eddour, en compagnie des autorités civiles et militaires, et avec la participation des représentants de divers organismes et corps constitués, à l'instar des éléments de l'Armée nationale populaire (ANP), de la conservation des forêts et de la Sûreté nationale, ainsi que d'associations locales et de citoyens.
Les arbustes plantés dans la "forêt d'El Djazia "se composent de variétés telles que le pin d'Alep, l'olivier sauvage (oléastre), le caroubier et le cyprès, entre autres essences forestières, selon les précisions fournies par le chargé d'information auprès du Conservation des forêts, Abderaouf Amor.
Par ailleurs, la même source a ajouté que la campagne de plantation pour la saison en cours (2026-2027) a été lancée à travers plusieurs quartiers en milieu urbain ainsi que dans les zones forestières des différentes communes de la wilaya, avec pour objectif de renouveler le couvert végétal et d'étendre les superficies forestières et les espaces verts.

TISSEMSILT

Forte affluence aux journées portes ouvertes sur l'agence de wilaya de la CASNOS

Les journées portes ouvertes, lancées mardi au siège de l'agence de wilaya de la Caisse nationale de sécurité sociale des non-salariés (CASNOS) de Tissemsilt, connaissent une forte affluence des adhérents.
Le directeur de l'agence de wilaya, Youcef Lout, a indiqué que cette manifestation, organisée par l'agence sur trois jours, en coordination avec la Banque de développement local (BDL) de la wilaya, vise à faire connaître les nouveaux services numériques proposés par cet organisme aux différents opérateurs économiques et chefs d'entreprise exerçant dans la wilaya.
Elle vise également à mettre en avant les facilités mises en place pour le paiement électronique des cotisations, ainsi que les différentes formules permettant de bénéficier d'échéanciers de paiement échelonné.
Organisée sous le slogan "Choisissez la formule qui vous convient et payez vos cotisations en ligne facilement, rapidement et sans vous déplacer", cette manifestation comprend des expositions d'affiches et de dépliants, ainsi que des espaces d'information et d'orientation fournissant des renseignements détaillés sur les nouveaux services numériques proposés par la CASNOS aux opérateurs économiques et aux chefs d'entreprise.
Ces services comprennent notamment les plateformes "Dhamankoum" et "Himayati " ainsi que le service de paiement électronique des cotisations annuelles.
Les participants ont manifesté un vif intérêt pour les explications et les informations présentées par les cadres de l'agence concernant les nouveaux services numériques. Ces derniers visent à améliorer la qualité du service public, à rapprocher l'administration de ses adhérents et à faciliter leur accès aux prestations proposées.

MASCARA ET SIG

Inauguration de deux nouveaux sièges de sûreté urbaine



Le directeur de l'ordre public à la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN), le contrôleur général de police Moussa Belabbes, représentant le Directeur général de la Sûreté nationale, Ali Badaoui, a procédé, mardi, en compagnie du directeur régional de la Sûreté nationale de la région Ouest, le contrôleur général de police Djamel Belalem, à l'inauguration de deux nouveaux sièges de sûreté urbaine dans les villes de Mascara et de Sig.
Le chef de la sûreté de wilaya de Mascara, le contrôleur de police Sidhoum Hassan, a indiqué dans une allocution prononcée à cette occasion que l'inauguration de ces deux infrastructures sécuritaires s'inscrit dans le cadre de la garantie d'une présence policière permanente et continue au niveau du quartier des " 700 logements AADL " à Mascara et à proximité de l'entrée sud de la ville de Sig. Elle vise également à renforcer la proximité avec les citoyens et à assurer leur sécurité, ainsi que la protection de leurs biens.
Il a ajouté que l'ouverture de ces deux sièges s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du plan de sécurité visant, d'une part, à augmenter le taux de couverture sécuritaire et, d'autre part, à améliorer la qualité des services de sécurité fournis aux citoyens.
Le même responsable a précisé que les deux projets ont été réalisés par la Direction générale de la Sûreté nationale conformément aux spécifications et aux normes techniques modernes, avec l'intégration de la numérisation.
Il a également salué les efforts des autorités de la wilaya et le suivi qu'elles assurent pour les différents projets inaugurés, soulignant qu'elles n'ont ménagé aucun effort pour apporter le soutien nécessaire aux services de sûreté de la wilaya.
L'inauguration de ces deux nouveaux sièges, à savoir la 11e sûreté urbaine dans la ville de Mascara et la 3e sûreté urbaine dans la ville de Sig, constitue une étape supplémentaire dans le renforcement des infrastructures sécuritaires et l'amélioration des conditions d'exercice des missions des policiers. Cette démarche vise à servir les citoyens, à contribuer à la protection des personnes et des biens et à préserver l'ordre public, selon les explications fournies sur place par les cadres des services de sûreté de la wilaya.
Les missions de ces deux infrastructures sécuritaires consistent, notamment, à contribuer au maintien de l'ordre et de la tranquillité publics, à renforcer la présence sur le terrain, à prévenir les différents comportements contraires à la loi et à prendre en charge les préoccupations des citoyens, en coordination avec les services concernés et dans le respect des compétences qui leur sont légalement attribuées.
Elles assurent également la continuité de l'activité sécuritaire au quotidien, grâce à l'intensification du travail de terrain et des actions préventives, ainsi qu'au suivi de la situation générale dans leurs secteurs de compétence, selon la même source.

El-Meniaa Remise de 150 ruches à une vingtaine d'agriculteurs

Pas moins de 150 ruches ont été remises à une vingtaine agriculteurs de la wilaya d'El-Meniaa, dans le cadre de l'encouragement et du développement des activités apicoles dans la région, a-t-on appris mardi auprès de la Chambre de l'Agriculture.
Profitant à des agriculteurs des communes d'El-Meniaa et Hassi El-Gara, l'opération s'inscrit au titre des projets d'appui et d'accompagnement des petits agriculteurs dans le domaine apicole, et la mise à leur disposition des moyens nécessaires au développement de ce segment, a indiqué le président de la Chambre agricole, Harrouz Ouled-Laid.
Selon le même responsable, une opération similaire portant sur 140 ruches supplémentaires sera effectuée prochainement au profit d'agriculteurs des communes de Hassi El-Gara, Hassi-Lefhal et El-Meniaa, où existent de nombreuses exploitations agricoles offrant une flore riche favorable à la production mellifère.
L'activité apicole permet, outre sa génération de revenus supplémentaires pour les agriculteurs, en plus de constituer un levier de valorisation des palmeraies et des exploitations agricoles, de par le rôle des abeilles dans la pollinisation, vecteur essentiel pour l'amélioration de la production agricole.
L'opération s'insère au titre des efforts d'encouragement à la diversification des activités agricoles dans la région, et l'accompagnement des petits agriculteurs dans le développement et l'extension de projets apicoles et de la production mellifère.

ITALIE/FOOT

La Lazio bat Sassuolo (6-2) et repasse seule en tête

La Lazio Rome est repassée seule en tête du Championnat d'Italie de football après sa démonstration (6-2) mardi sur le terrain de Sassuolo.

Avant le match de la 9e journée de l'Inter Milan contre la lanterne rouge Venise mercredi, les Biancocelesti sont leaders de la Serie A avec 25 points, sur 27 possibles, et en comptent trois d'avance sur les champions d'Italie en titre (2e).

Il ne leur a fallu que deux minutes pour tromper la défense de Sassuolo par Kenneth Taylor. Sassuolo a vite répliqué par Kristian Thorstvedt (7e, 1-1), mais les Romains ont repris le dessus par Gustav Isaksen (13e, 2-1), puis ont pris le large grâce à Floriani (17e, 3-1).

A 23 ans, le latéral droit, incontournable aux yeux de Gennaro Gattuso depuis le coup d'envoi de la saison, a ouvert son compteur dans l'élite en reprenant un centre de Taylor au second poteau. L'exclusion à la 31e minute de jeu de Thorstvedt, pour un tacle dangereux, n'a pas découragé Sassuolo qui a réduit le score, à la 43e minute, par Sebastiano Esposito (3-2), avant que Mattia Zaccagni ne redonne, de la tête, deux buts d'avance à la Lazio (45e+2, 4-2) juste avant la pause. En seconde période, la Lazio a ajouté deux buts par Tijjani Noslin (55e, 65e), mais a manqué deux penaltys.

R.S

TENNIS/ATP 500 DE VIENNE

Alcaraz écarte Khachanov et passe au deuxième tour

Le N.3 mondial Carlos Alcaraz a écarté mardi le Russe Karen Khachanov (24e) 6-4, 7-6 (7/5) pour rejoindre le deuxième tour du tournoi ATP 500 de Vienne après 2h04 de match. Septuple vainqueur de tournois du Grand Chelem, Alcaraz avait rajouté tardivement à son calendrier ce tournoi, qu'il n'a plus disputé depuis 2021.

Eloigné des courts de la mi-avril à la fin du mois d'août en raison d'une blessure au poignet droit, le Murcien de 23 ans est en quête de régularité, avec des résultats en dents de scie depuis son retour: quart de finale à l'US Open, titre à Tokyo fin septembre, mais élimination dès le 3e tour à Shanghai début octobre.

Face au cogneur russe de 30 ans, ancien N.8 mondial, Alcaraz a dû s'employer, breaké et mené 3-2 dans le premier set. Mais l'Espagnol a bataillé avec Khachanov dans de longs échanges, et remporté le bras de fer pour débreaker immédiatement. Après une première balle de break manquée à 4-3, Alcaraz a remporté la suivante à 5-4 pour remporter le set.

Dans un second set très disputé, le Russe, qui a difficilement conservé son service à 5-5, a breaké dans la foulée pour mener 6-5. Revenu à 6-6, Alcaraz s'est imposé dans un tie-break serré, d'une dernière amortie parfaitement dosée.

R.S

CHINE

Après des propos polémiques sur Mao, Mbappé s'excuse



La superstar française Kylian Mbappé a présenté "ses excuses" et s'est dit "sincèrement désolé" après avoir fait face à une levée de boucliers et l'annulation de contrats publicitaires en Chine à la suite de la diffusion en ligne d'une vidéo dans laquelle il semble plaisanter à propos de l'ancien dirigeant historique Mao Zedong.

Trois compagnies qui utilisaient le nom et l'image de la vedette, les géants Dongpeng (boissons) et Mengniu (produits laitiers) et le fabricant de fromages Milkground, ont annoncé mardi dans des termes similaires la rupture avec effet immédiat de leur coopération avec lui. Elles revendiquent une "tolérance zéro" pour les actes et les paroles "qui heurtent les sentiments nationaux".

En cause : la propagation d'une vidéo dans laquelle l'attaquant du Real Madrid devise sur les mèmes dont il fait l'objet.

Il y dit que "celui où (il a) le plus rigolé" est un mème l'associant à ce qu'il croit être un "dictateur chinois", apparente référence à des détournements qui plaquent son visage sur des images emblématiques de Mao Zedong. Il ajoute beaucoup l'utiliser en ligne avec ses amis. Elle paraît extraite du podcast "The Bridge" d'Aurélien Tchouaméni, son coéquipier au Real et en équipe de France.

Ce même est un exemple parmi d'autres de montages entre les traits du capitaine des Bleus et diverses figures historiques, souvent autoritaires, pour moquer ou critiquer l'ascendant qu'il exercerait dans le vestiaire.

Au point que certains le surnomment "Mobut'", par référence à l'ancien dirigeant du Zaïre Mobutu Sese Seko.

En Chine, il est plus affectueusement surnommé "Guigui" ("tortue") en raison de son apparition dans un autre mème ancien autour des Tortues Ninja.

Mais le dernier montage controversé touche à un personnage central de l'histoire chinoise, toujours décrit officiellement comme un héros malgré des chapitres très sombres et les millions de morts auxquels des historiens associent son exercice du pouvoir.

Devant le tollé suscité en Chine par sa petite phrase, le buteur français a rapidement fait amende honorable mardi.

"Je présente mes excuses à toutes celles et ceux que mes mots ont heurtés. Ce n'était absolument pas mon intention. J'ai un profond respect pour le peuple chinois et son histoire, et je suis sincèrement désolé", a déclaré mardi le capitaine des Bleus dans un communiqué, écrit en français, anglais et mandarin et transmis à l'AFP.

La Ligue espagnole de football a de son côté déploré "profondément l'offense que les récents commentaires de Kylian Mbappé ont causée parmi les supporters chinois", présentant également ses "excuses".

Interdit de publier

La vidéo a en effet provoqué sur les réseaux sociaux des réactions reflétant la sensibilité du sujet.

"Les boissons Dongpeng mettent fin à la collaboration avec Mbappé" est devenu le sujet le plus discuté sur le réseau social Weibo, avec 430 millions de vues.

Autre conséquence immédiate, le groupe audiovisuel étatique chinois CMG, qui chapeaute la télévision publique CCTV, a confirmé mardi avoir suspendu la diffusion des matches de Liga espagnole ainsi que "de toutes les rencontres et publicités impliquant le joueur" après ses "déclarations très graves".

Le ministère chinois des Affaires étrangères s'en est mêlé en jugeant naturel un "rejet commun" à tous les Chinois de propos qui les heurtent.

Kylian Mbappé est éminemment populaire en Chine où le football suscite un fort engouement malgré les piètres résultats de l'équipe nationale. Les exploits et la vie des grands du ballon rond y sont suivis de près.

Kylian Mbappé a un million d'abonnés sur Weibo et 1,1 million sur Xiaohongshu (aussi appelé "RedNote"), autre réseau social.

Des publicités utilisant son image et générées par intelligence artificielle ont été abondamment diffusées pendant la dernière Coupe du monde par les marques qui lui tournent désormais le dos.

Il est désormais empêché de publier sur Xiaohongshu "pour violation des règles de la communauté", indiquait mardi le compte associé à son nom sur le réseau social.

Le journal China Daily, contrôlé par le Parti communiste, a réclamé des excuses, indispensables marque de respect selon lui quand on prétend à un "statut mondial". China Daily met en garde "l'un des sportifs les plus reconnaissables au monde" contre le risque d'une instrumentalisation politique.

La levée de boucliers observée en Chine intervient pour la star au lendemain de sa déconvenue au Ballon d'Or 2026, attribué à l'attaquant anglais Harry Kane.

Kylian Mbappé exprimait dans un récent entretien des sentiments partagés devant ces mèmes: il "y a une partie qui est drôle" et "une partie un peu moins drôle": celle d'être assimilé à certaines personnalités historiques.

Avant lui, d'autres grands sportifs ont subi de vigoureux retours de bâton pour des propos sur le président Xi Jinping, Taïwan ou Hong Kong.

AFP

LIGUE DES NATIONS

Cristiano Ronaldo parmi les joueurs pré-convoqués par le Portugal

Cristiano Ronaldo figure parmi les joueurs pré-convoqués par l'équipe du Portugal pour les prochains matches de Ligue des nations, ouvrant la voie à son retour en sélection après son clash avec l'entraîneur Jorge Jesus, a appris l'AFP mardi auprès de la Fédération portugaise de football.

Le sélectionneur portugais devrait dévoiler cette liste définitive le 6 novembre, a précisé le porte-parole de la fédération.

Cette instance a annoncé la semaine dernière que Cristiano Ronaldo avait écopé d'une sanction de 30 jours de suspension pour avoir quitté le rassemblement de l'équipe nationale le 30 septembre. La sanction étant rétroactive, sa suspension a débuté le jour de son abandon du rassemblement et n'empêchait pas le quintuple Ballon d'Or de faire son retour le mois prochain.

Dans un long communiqué diffusé le 7 octobre, le joueur de 41 ans s'est excusé pour son attitude auprès des supporters portugais et de ses coéquipiers de la Seleçao, tout en confirmant sa rupture avec Jorge Jesus.

L'icône du football portugais et star planétaire a accusé son entraîneur d'avoir manqué à sa parole en le laissant sur le banc lors de la victoire du Portugal face à la Norvège (2-1) et en ne respectant pas un script censé mettre fin au conflit lors d'une conférence de presse précédent le succès de la Seleçao face au Danemark (4-2).

C'est à l'issue de cette prise de parole que Cristiano Ronaldo a quitté le rassemblement du Portugal à Copenhague.

Tenante du titre, la sélection portugaise a remporté ses quatre premiers matches de Ligue des nations, dont les trois derniers sans son attaquant vedette, et s'est d'ores et déjà qualifié pour les quarts de finale qui auront lieu en mars 2027.

Cristiano Ronaldo, qui sera alors âgé de 42 ans, a déclaré récemment que cette saison serait "probablement" la dernière de sa carrière.

AFP

FOOT/ LIGUE 1 MOBILIS (8E JOURNÉE)

Favorable aux co-leaders, les poursuivants à l'affût

Les co-leaders du championnat de la Ligue 1 Mobilis de football: le MC Oran et le CR Belouizdad, partiront favorables à domicile en recevant respectivement l'Olympique Akbou et la JS Saoura, alors que leurs poursuivants directs seront à l'affût, à l'occasion de la 8e journée, prévue vendredi, samedi et lundi.



Invaincu depuis le début de la saison et seule équipe à n'avoir encaissé aucun but, le MCO (1e, 14 pts) est appelé à préserver cette dynamique devant son public face à l'O. Akbou (6e, 10 pts), qui reste sur deux succès de rang à la maison, dont un carton infligé au CS Constantine (3-0). Les "Hamraoua", auteurs d'un nul en déplacement face à la JS El-Biar (0-0), auront à cœur de renouer avec la victoire face à un adversaire, qui fera le déplacement à Oran avec l'intention de frapper un bon coup. Le CRB (1e, 14 pts), qui s'est contenté d'un nul (2-2) dans le derby face à l'USM Alger, après avoir mené au score (2-0), évoluera à priori, sur du velours, à domicile face à la JS Saoura (15e, 3 pts), qui tarde à amorcer son départ.

Même si le Chabab aura les faveurs des pronostics, il n'en demeure pas moins que la JSS tentera de relever la tête et réagir dès ce match face à une équipe belouizdadie qui aspire à faire la passe de trois à la maison. De leur côté, la JS Kabylie et le MB Rouissat, qui suivent derrière avec 13 points chacun, évolueront "at home" face respectivement à la JS El-Biar (8e, 8 pts) et à l'ES Ben Aknoun (10e, 7 pts). Sous la conduite de Karim Belhocine, les "Canaris" surfent sur une belle série de trois victoires et un nul, qui leur a permis de monter sur le podium. L'objectif désormais pour la JSK est de viser plus haut, et cela passera inéluctablement par un succès face à la JSEB, une équipe capable du meilleur comme du pire.

Considéré comme la surprise de ce début de saison, le MBR croisera le fer avec l'ESBA, une équipe, avec cinq matchs sans victoire, mais qui avait pourtant entamé la saison par un succès en déplacement face à l'ES Sétif (1-0), avant de marquer le pas en alignant quatre nuls et une défaite. Pour sa part, l'USM Alger (5e, 11 pts) effectuera un déplacement périlleux à l'Est, pour défier une équipe en quête de rachat: le CS Constantine (10e, 7 pts), battu lors des trois derniers matchs, un triste bilan ayant précipité le limogeage de l'entraîneur tunisien, Mondher Kebaïer et la démission du directeur général par intérim, Tarek Arama. Dos au mur, les Constantinois devront relever la tête pour éviter de s'enfoncer davantage. L'USMA, dont le dernier déplacement s'est soldé par une défaite à Ouargla face au MBR (1-0), espère revenir avec un bon résultat de Constantine pour rester au contact du podium.

Le MC Alger (6e, 10 pts), champion d'Algérie en titre, aura une belle occasion de poursuivre sa progression dans le classement, en recevant l'USM Khenchela (12e, 5 pts). Auteur d'un succès mardi en déplacement face à la lanterne rouge, l'US Biskra (1-0), le Mouloudia partira favori devant une équipe en proie au doute, après deux défaites consécutives, dont la dernière à domicile face à la JSK (0-3).

Dans le ventre mou du tableau, le CR Témouchent (8e, 7 pts), qui a créé la surprise en s'imposant à Sétif (2-1), se déplacera à Biskra pour affronter l'USB (16e, 2 pts), en quête de points pour sortir de la zone de relégation. Enfin, l'ASO Chlef (14e, 4 pts) n'aura plus le droit à l'erreur, en recevant l'ES Sétif (12e, 5 pts), dans un duel de mal-classés qui s'annonce indécis et ouvert à tous les pronostics.

R.S

FOOT/LIGUE 2 AMATEUR (8E JOURNÉE)

Les leaders en quête de confirmation

La lutte pour le leadership sera au cœur de la 8e journée du championnat de Ligue 2 amateur de football, prévue vendredi et samedi. Quatre formations, l'USM Blida et le GC Mascara (Centre-Ouest), le MSP Batna et la JS Azazga (Centre-Est), tenteront de conforter leur place de leaders dans des duels qui s'annoncent indécis. Dans le groupe Centre-Ouest, l'USM Blida et le GC Mascara, crédités de 17 points chacun, tenteront de préserver leur fauteuil à l'occasion de cette journée. Les Blidéens recevront le WA Mostaganem, vendredi à 15h00, tandis que le GC Mascara accueillera le NA Hussein Dey, dans une rencontre qui s'annonce disputée.

Tenue en échec par le MC Saïda (0-0) lors de la dernière journée, l'USM Blida cherchera à renouer avec la victoire face à une formation mostaganémoise qui occupe la 11e place avec 7 points. De son côté, le GC Mascara, auteur d'un succès convaincant à l'extérieur face à l'ESM Koléa (4-2), ambitionne de confirmer sa bonne dynamique devant le NA Hussein Dey, neuvième avec 9 unités.

Le RC Kouba, troisième avec 15 points, tentera de rester au contact du duo de tête en recevant la JS Taghit, avant-dernière avec un seul point. Les Koubéens, accrochés par la JSM Tiaret (2-2) lors de la précédente sortie, auront l'occasion de se relancer face à une formation en difficulté.

Le MC Saïda, quatrième avec 14 points et un match en moins, se déplacera chez l'ES Mostaganem, cinquième avec 11 points, dans une affiche entre deux équipes aux ambitions différentes. Cette rencontre se déroulera à huis clos.

Dans les autres rencontres de vendredi, l'IRB Sidi M'Hamed Benali, qui totalise 11 points, recevra le WA Tlemcen, tandis que l'ESM Koléa accueillera l'USM El Harrach, également créditée de 11 unités. Le RC Arbaâ, lanterne rouge avec -1 point et deux matchs en moins, recevra la JSM Tiaret (5 points) à huis clos. La journée se poursuivra samedi avec la rencontre entre le MC El Bayadh, 14e avec 3 points, et l'ASM Oran, huitième avec 11 unités.

Dans le groupe Centre-Est, le MSP Batna et la JS Azazga, à égalité avec 14 points, seront eux aussi mis à l'épreuve, avec l'objectif de conserver leur place en tête du classement.

Le MSP Batna accueillera l'IRB Nezla, samedi à 15h00, tandis que la JS Azazga se déplacera le même jour chez le NC Magra, sixième avec 11 points. Les deux co-leaders, qui ont connu des fortunes diverses lors de la dernière journée, devront se méfier d'adversaires en quête de points.

Battu à Skikda par la JSMS (1-0), le MSP Batna tentera de se racheter devant son public face à l'IRB Nezla, 14e avec 4 points. La JS Azazga, victorieuse sur le terrain de cette même formation de Nezla (1-0), cherchera pour sa part à confirmer son regain de forme à Magra.

Derrière le duo de tête, l'USM Annaba, troisième avec 13 points, recevra la JSD Jijel, lanterne rouge avec 2 unités, avec la ferme intention de profiter de cette confrontation pour se rapprocher des premières places.

La JSM Skikda et l'AS Khroub, qui comptent chacune 12 points, seront également en quête d'un résultat positif. Les Skikdis se déplaceront chez l'US Chaouia, tandis que l'AS Khroub accueillera le MO Béjaïa, septième avec 10 points et un match en moins.

Les autres rencontres de cette journée mettront aux prises le Paradou AC et le MO Constantine, vendredi à huis clos, ainsi que le NRB Teleghma et le CA Batna. Samedi, le NRB Béni Oulbane recevra le CR Béni Thour, dans un duel entre deux équipes de la seconde moitié du classement.

Au terme de sept journées, les deux groupes restent marqués par une lutte serrée en tête, avec des écarts réduits entre les principaux prétendants. Cette 8e étape pourrait ainsi permettre aux équipes de tête de consolider leur avance ou, au contraire, de redistribuer les cartes dans la course à l'accession.

R.S

COUPE DE LA CAF

L'USM Alger retrouve le CS Sfaxien dans le groupe D

Le tirage au sort de la phase de groupes de la Coupe de la Confédération africaine de football (CAF), saison 2026-2027, a placé l'USM Alger dans le groupe D, aux côtés du club tunisien du CS Sfaxien, de Black Bulls du Mozambique et du Real de Bamako, au Mali.

Tenant du titre, le club algérois retrouvera notamment le CS Sfaxien, un adversaire au riche palmarès continental, vainqueur de cette compétition à trois reprises, en 2007, 2008 et 2013. L'USM Alger, sacrée en 2023 et en 2026, abordera cette phase de groupes avec l'ambition de poursuivre son parcours continental.

L'autre représentant algérien, le CR Belouizdad, pourrait intégrer le groupe C s'il franchit le deuxième tour préliminaire. Il y retrouverait le club congolais de Maniema Union, Singida Black Stars de Tanzanie et les Zambiens de Red Arrows. Le représentant algérien devra d'abord obtenir sa qualification face à l'adversaire issu de la confrontation entre l'AS Douanes de Mauritanie et le Horoya AC de Guinée.

Les groupes de la Coupe de la Confédération

- Groupe A : Al Ahly d'Égypte, Raja Casablanca du Maroc, ASKO Kara du Togo, Primeiro de Agosto d'Angola.
- Groupe B : AS FAR de Rabat, Azam FC de Tanzanie, Al Ahli Tripoli de Libye, Durban City d'Afrique du Sud.
- Groupe C : CR Belouizdad ou AS Douanes/ Horoya AC, Maniema Union, Singida Black Stars, Red Arrows.
- Groupe D : USM Alger, CS Sfaxien, Black Bulls, Real de Bamako.

R.S

LIGUE DES CHAMPIONS AFRICAINE

Le MC Alger dans un groupe relevé avec le Zamalek et le Club Africain

Le MC Alger a hérité du groupe B lors du tirage au sort de la phase de groupes de la Ligue des champions africaine, organisé au Caire. Le représentant algérien affrontera le Zamalek d'Égypte, Young Africans de Tanzanie et le Club Africain de Tunisie.

Le « Doyen » sera ainsi opposé à trois formations aux traditions continentales reconnues, dans un groupe où les deux premières places qualificatives seront disputées.

Le MC Alger entamera cette phase de groupes entre les 27 et 29 novembre prochains.

Pour rappel, le club algérois a validé son billet pour cette étape de la compétition après avoir éliminé les Nigérians d'Enugu Rangers au deuxième tour préliminaire de la Ligue des champions africaine.

R.S

RDC

L'opposition rejette toute révision constitutionnelle et appelle au dialogue

Réunie à Rome du 25 au 27 octobre 2026, la Coalition Article 64 (C64), regroupant cinq figures de l'opposition congolaise, a rejeté toute modification constitutionnelle visant à prolonger le pouvoir de Félix Tshisekedi, ainsi que toute conquête du pouvoir par les armes. Elle propose de rencontrer séparément le président de la République démocratique du Congo (RDC) et son prédécesseur, Joseph Kabila, afin de parvenir à un dialogue national inclusif.

La déclaration finale, signée mardi, réaffirme l'opposition de la coalition à un troisième mandat présidentiel et à tout report des élections prévues en 2028. Elle estime que les dispositions constitutionnelles, notamment l'article 220 encadrant les mandats présidentiels, doivent être respectées.La C64, qui réunit notamment Martin Fayulu, Jean-Marc Kabund et Moïse Katumbi, plaide pour une concertation sans exclusion, dont les modalités et le suivi des conclusions seraient définis d'un commun accord.Elle appelle également à relancer la médiation africaine conduite par l'Angola et le Togo, avec la participation des Églises catholique et protestante. Concernant les processus diplomatiques de Doha et de Washington, la coalition insiste sur le respect du cessez-le-feu dans l'est du pays et la protection des civils.Enfin, elle réclame la fin des arrestations arbitraires, le retour des exilés et la libération de plusieurs opposants. Les rencontres proposées restent toutefois à confirmer.

CAMEROUN

Le parti d'Issa Tchiroma suspendu pour trois mois

Le Front pour le salut national du Cameroun (FSNC), dirigé par l'opposant Issa Tchiroma Bakary, a été suspendu pour trois mois par le ministère de l'Administration territoriale. La décision, prise par arrêté du ministre Paul Atanga Nji et signée le 27 octobre, intervient un an après la présidentielle d'octobre 2025, dont l'opposant avait revendiqué la victoire.Pour justifier cette mesure, les autorités camerounaises invoquent cinq griefs, notamment l'appel à l'insurrection, l'atteinte à l'intégrité territoriale, à l'unité et à la souveraineté nationales. Le ministère accuse également le parti d'avoir encouragé des violences ayant entraîné des destructions de biens et de graves troubles à l'ordre public. La résidence actuelle de son président à l'étranger, en Gambie, est également mentionnée dans l'arrêté.Ni Issa Tchiroma ni son parti n'avaient réagi officiellement à cette décision dans l'immédiat. Alice Nkom, avocate et porte-parole de l'opposant, a cependant dénoncé une atteinte à la démocratie et au pouvoir populaire, y voyant un « signe de fin de règne ». Cette suspension intervient à quelques jours d'une éventuelle convocation du corps électoral pour les élections locales prévues en 2027. La décision n'avait pas non plus suscité de réaction officielle du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC), parti au pouvoir.

DONALD TRUMP

Une rencontre Poutine-Zelensky va être organisée «très bientôt»



Le président américain, Donald Trump, a affirmé hier mercredi 28 octobre qu'une rencontre entre son homologue russe, Vladimir Poutine, et le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, serait organisée «très bientôt».

«Une rencontre sera organisée très bientôt et je pense que nous pourrions accomplir de grands progrès», a déclaré Donald Trump à des journalistes, en référence aux efforts diplomatiques pour mettre fin à la guerre entre la Russie et l'Ukraine depuis plus de quatre ans et demi.

Volodymyr Zelensky a confirmé dimanche dernier qu'une réunion entre Russes et Ukrainiens aura lieu en novembre sous médiation américaine pour relancer des négociations de paix au point mort depuis le début de l'année.

« Nous sommes prêts à discuter. S'il s'agit de la question territoriale, elle doit être abordée au niveau des dirigeants. Les autres questions relèvent des groupes techniques. Tout cela pourra donc être discuté en novembre », a déclaré le président ukrainien Volodymyr Zelensky dans une interview à la télévision nationale.

La Russie avait annoncé vendredi qu'une telle réunion était prévue en novembre à Abou Dhabi aux Émirats arabes unis, dans le cadre de récents efforts américains visant à réanimer les pourparlers de paix à l'arrêt depuis le début de la guerre israélo-américaine en Iran. Des négociations directes entre Russes et Ukrainiens avaient déjà eu lieu en 2025 sans aboutir à un règlement du conflit, les deux camps insistant sur leurs conditions.

AFRIQUE DU SUD

L'armée déployée face aux violences xénophobes avant les élections locales



L'Afrique du Sud se prépare pour ses élections locales prévues le mercredi 4 novembre. À leur approche, les tensions xénophobes ne faiblissent pas. La semaine dernière, un ressortissant étranger a été battu à mort par une foule dans la ville de Durban, épicentre de ces violences. Face aux incidents qui se multiplient depuis le début du mois, le président Cyril Ramaphosa a donné quelques précisions supplémentaires, mardi 27 octobre, autour du déploiement de l'armée dans la région du KwaZulu-Natal.

L'opération devrait coûter au pays près de 34 millions de rands, soit environ 1,8 million d'euros, comme l'a détaillé la présidence sud-africaine au Parlement. Le déploiement a déjà commencé depuis le 9 octobre, lorsque le gouvernement a dû appliquer une réforme sur les demandes d'asile suite à une décision de la Cour constitutionnelle. D'importantes manifestations anti-migrants avaient alors été organisées, dans la région de Johannesburg, mais surtout de Durban, avec des commerces pillés et des voitures incendiées, forçant les pouvoirs publics à rétropédaler et retirer la circulaire.

Au total, 510 soldats se trouvent désormais sur le terrain jusqu'au 30 novembre, « prêts à appuyer la police en cas de toute éventualité » selon le porte-parole de la présidence.

Le chef ANC du gouvernement provincial avait déjà justifié cette approche expliquant vouloir protéger la ville de Durban et sa région de destructions, alors que la police s'est retrouvée plusieurs fois débordée par les manifestants.

BRÉSIL

Flavio Bolsonaro aurait rejoint les États-Unis



Le sénateur brésilien Flavio Bolsonaro, battu au second tour de l'élection présidentielle du 25 octobre par Luiz Inacio Lula da Silva, aurait quitté le Brésil pour les États-Unis, selon des informations publiées mardi par CNN et le New York Times, citant des responsables américains. Washington a annoncé son intention d'accorder des visas à l'opposant et à sa famille.

Cette annonce intervient alors que les autorités brésiliennes avaient demandé au sénateur de remettre ses passeports, avant leur annulation. Lundi, Flavio Bolsonaro avait affirmé avoir reçu une injonction judiciaire et promis de s'y conformer. Les autorités américaines n'ont toutefois pas confirmé sa présence sur leur territoire.

Âgé de 45 ans, le fils de l'ancien président Jair Bolsonaro a recueilli 48,21 % des suffrages. Il fait l'objet de plusieurs enquêtes, notamment pour des soupçons de corruption et de blanchiment d'argent liés au financement d'un film consacré à son père. Il rejette ces accusations et dénonce une persécution politique.

Le président Lula a qualifié d'« honteux » un éventuel départ de son adversaire vers les États-Unis, critiquant ses liens avec Washington.

Le soutien américain à Flavio Bolsonaro intervient dans un contexte de tensions politiques, alors que son père est assigné à résidence pour tentative de coup d'État. L'information rapportée par les médias locaux et confirmée par un porte-parole de la fédération précède l'annonce du groupe qui affrontera le Danemark le 14 novembre à Braga, dans le nord du Portugal, puis se déplacera au pays de Galles trois jours plus tard pour clore la phase de poules de la Ligue des nations.

AGRESSION SIONISTE

L'UNRWA vivement préoccupé face à la situation à El-Khalil

Le directeur des affaires de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA), Roland Friedrich, a exprimé sa vive inquiétude face à la détérioration de la situation sécuritaire et humanitaire à El-Khalil dans le sud de la Cisjordanie occupée, théâtre d'agressions sionistes depuis près d'une semaine.

Dans un communiqué de presse publié mardi soir, Friedrich a déclaré que depuis près d'une semaine, les habitants d'El-Khalil, la plus grande ville de la Cisjordanie occupée, "vivent dans des conditions sécuritaires extrêmement difficiles" imposées par les forces sionistes.

Selon ce responsable, plus de 3.000 Palestiniens ont été contraints de quitter leurs domiciles dans le cadre d'une vaste opération menée par les forces sionistes, qui a également donné lieu à d'importantes démolitions de maisons et de biens privés. "Un confinement quasi total dans de vastes secteurs d'El-Khalil a considérablement restreint la liberté de circulation des habitants ainsi que leur capacité à accéder aux services essentiels", a-t-il ajouté.

Et de souligner que ces développements "rappellent de manière alarmante les déplacements massifs de population observés dans le nord de la Cisjordanie occupée début 2025, où plus de 34.000 réfugiés palestiniens des camps de Jénine, de Tulkarem et de Nour Chams restent déplacés de force, plus d'un an après".

"'Toutes les personnes déplacées de force doivent être autorisées à regagner leurs domiciles, dans le respect de leur dignité et de leurs droits au regard du droit international", a-t-il encore dit.



Depuis le 23 octobre, les forces d'occupation poursuivent leur agression contre la ville d'El-Khalil, entraînant le déplacement forcé de plus de 3.000 Palestiniens, la démolition de maisons et de biens privés, ainsi que l'imposition de sévères restrictions militaires à la circulation des habitants et à leur accès aux services essentiels.

L'UNRWA, en étroite coordination avec d'autres partenaires humanitaires, s'est mobilisé avec le gouvernorat et la municipalité d'El-Khalil pour répondre aux besoins urgents sur le terrain, en distribuant une aide d'urgence, notamment des couvertures, des matelas et des oreillers, aux familles touchées.

R.I

RUSSIE-AFRIQUE

48 délégations réunies pour approfondir la coopération bilatérale

La Russie accueille mercredi et jeudi plus de vingt dirigeants africains participant au sommet « Russie-Afrique », alors que Moscou espère consolider ses relations avec les pays du continent, qu'elle considère comme des « alliés naturels » face à l'Occident.

Cette troisième édition du sommet, organisé depuis 2019, se tient alors que la Russie est confrontée à de lourdes sanctions occidentales en raison de la guerre en Ukraine et apporte un soutien militaire à plusieurs pays africains.

Les relations entre la Russie et les pays africains remontent à l'époque de l'Union soviétique. Moscou considère le continent comme un poids susceptible de contrebalancer ce qu'elle présente comme l'hégémonie occidentale sur la scène internationale.

« Nous sommes des alliés naturels dans la construction d'un ordre mondial multipolaire », a déclaré le conseiller du président russe, Iouri Ouchakov, évoquant un système dans lequel le pouvoir serait partagé entre plusieurs puissances internationales, plutôt que concentré entre les mains des pays occidentaux.

Iouri Ouchakov a annoncé la participation de 48 délégations africaines au sommet, dont 22 conduites par des chefs d'État.

Les critiques formulées par le président russe, Vladimir Poutine, contre ce qu'il qualifie de « néocolonialisme » en Afrique trouvent un écho auprès de plusieurs dirigeants du continent, notamment dans les anciennes colonies françaises du Sahel.

Vladimir Poutine doit tenir une rencontre bilatérale avec son homologue malien. Le Mali coopère avec des forces paramilitaires russes dans la lutte contre les groupes jihadistes.

Entre 2022 et 2023, quatre autres anciennes colonies françaises, le Niger, le Mali, la République centrafricaine et le Burkina Faso, ont demandé à Paris de retirer ses troupes de leur territoire, avant de se rapprocher de Moscou.

Selon Iouri Ouchakov, le programme du sommet prévoit une séance d'ouverture au cours de laquelle « les chefs de toutes les délégations auront la possibilité de prendre la parole ».

Cette rencontre intervient également dans un contexte de tensions croissantes entre la République démocratique du Congo (RDC), représentée par son président Félix Tshisekedi, et le Rwanda, dont la délégation est conduite par le Premier ministre Justin Nsengiyumva.

Le mouvement armé M23, soutenu par le Rwanda, s'est emparé de vastes territoires dans l'est de la RDC depuis la reprise de ses activités militaires en 2021. Les combats se poursuivent malgré un accord de cessez-le-feu conclu en décembre dernier sous médiation américaine. Le sommet devrait également être marqué par la signature de 33 documents, dont certains portent sur la coopération économique, selon la présidence russe.

Moscou cherche ainsi à renforcer ses relations diplomatiques avec les pays africains, alors que des milliers d'étudiants du continent poursuivent leurs études dans les universités russes.

La Russie dispose actuellement de 48 ambassades en Afrique et prévoit d'en ouvrir une nouvelle au Liberia, selon le Kremlin.

R.I

ELECTION EN ISRAËL

Netanyahu en tête, l'opposition tente de mobiliser les partis arabes

Le bloc du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu devançait hier celui de l'opposition après le dépouillement de 77,6 % des suffrages, selon les données de la commission électorale et des médias israéliens. Les résultats provisoires attribuaient 54 sièges au Likoud, dirigé par Netanyahu, et à ses alliés, contre 49 à l'opposition et 17 aux partis arabes, sur les 120 sièges de la Knesset. Ces chiffres restent susceptibles d'évoluer. Plusieurs sondages réalisés à la sortie des bureaux de vote avaient annoncé une course serrée entre les deux camps, sans majorité absolue.

La formation d'un gouvernement nécessite au moins 61 sièges.

Lors d'un rassemblement à El-Qods occupée, Netanyahu a revendiqué une « majorité claire et décisive » pour le bloc de droite et appelé à former un gouvernement nationaliste fort, excluant toute alliance avec les partis arabes opposés au sionisme.

De son côté, Gadi Eisenkot a mis en garde le chef du gouvernement contre toute instrumentalisation de la sécurité nationale à des fins politiques, l'accusant de manquer de légitimité populaire.

Le dirigeant de gauche Yaïr Golan a, pour sa part, appelé l'opposition à coopérer avec les partis arabes afin de mettre fin au gouvernement Netanyahu.

Le député arabe Ahmad Tibi a également proposé une alliance avec le bloc du changement pour évincer Netanyahu et le ministre Itamar Ben Gvir. Il a salué la forte participation des citoyens arabes, estimant qu'elle constituait un succès historique pour la Liste commune.

Tibi a enfin dénoncé les tentatives présumées d'entraver le vote et affirmé que Ben Gvir ne devait plus diriger la police israélienne.

R.I

GAZA

Des grèves de solidarité prévues dans une cinquantaine de ports

Une vaste mobilisation syndicale, comprenant des mouvements de protestation et des grèves dans une cinquantaine de ports à travers le monde, est prévue vendredi prochain en solidarité avec la population de Gaza et pour dénoncer la poursuite de la guerre menée par l'occupation israélienne. L'annonce a été faite par Chaher Saad, secrétaire général de la Fédération générale des syndicats des travailleurs palestiniens. Cette initiative vise à exercer une pression internationale pour obtenir l'arrêt de l'agression contre le peuple palestinien et garantir l'acheminement immédiat de l'aide humanitaire aux populations assiégées, a précisé Saad. Elle résulte d'une coordination entre les syndicats des ports concernés et la Fédération internationale des ouvriers du transport (ITF).

Le responsable syndical a appelé à traduire les déclarations de solidarité en mesures concrètes pour protéger les civils et mettre fin aux violences. Il a également souligné que les travailleurs palestiniens et leurs familles subissent des conditions économiques et sociales particulièrement difficiles en raison de la destruction des infrastructures et des moyens de subsistance.

De son côté, Alaa Mayas, président du syndicat général des travailleurs palestiniens du transport et membre de la direction de l'ITF, a indiqué que la mobilisation s'étendrait du Mexique à l'Europe et à l'Inde. Selon lui, cette action traduit la volonté des syndicats de ne pas rester silencieux face aux souffrances des Palestiniens.

Malgré plusieurs tentatives de report, les organisations syndicales ont maintenu la date prévue, au terme de consultations avec leurs responsables internationaux. Alaa Mayas a enfin annoncé la préparation de nouvelles initiatives de solidarité à partir du début du mois de décembre, afin d'élargir la mobilisation internationale en faveur de l'arrêt de la guerre, de la protection des civils et de l'acheminement durable de l'aide humanitaire.

IRAN

Araghtchi met en garde contre une aventure militaire israélienne

Le ministre iranien des Affaires étrangères, Abbas Araghtchi, a mis en garde hier mercredi contre toute « aventure militaire » israélienne dans le Golfe, estimant qu'une telle opération aurait des conséquences « dévastatrices » sur les marchés mondiaux de l'énergie.

Dans une publication sur le réseau social X, en marge d'un forum sur l'énergie organisé à Moscou, le chef de la diplomatie iranienne a souligné que les répercussions d'une éventuelle opération militaire israélienne dans le Golfe persique demeuraient une source de vive inquiétude pour les fournisseurs et les consommateurs de gaz.

Les États-Unis et Israël ont évoqué ces derniers jours la possibilité de lancer de nouvelles frappes contre l'Iran, dans le cadre de la guerre au Moyen-Orient déclenchée en février par des attaques menées contre la République islamique.

Selon un responsable au fait des négociations, cité mercredi par Reuters, les médiateurs qataris ont transmis dimanche à l'Iran un nouveau projet d'accord visant à mettre fin à la guerre américano-israélienne. Téhéran examine actuellement cette proposition et devrait communiquer sa réponse dans les prochains jours.

Le projet prévoit un calendrier de sept jours destiné à répondre aux préoccupations de l'Iran et des États-Unis, avec des mesures quotidiennes de confiance que chaque partie devra s'engager à appliquer. Ce processus pourrait débuter au début de la semaine prochaine, tandis que plusieurs pays seraient appelés à jouer le rôle de garants de l'accord. Le Qatar et le Pakistan pilotent les efforts de médiation pour mettre fin au conflit, qui a perturbé le transport maritime international et les approvisionnements pétroliers, tout en s'étendant à d'autres régions du Moyen-Orient.

Le responsable cité par Reuters a indiqué que des inquiétudes existaient, avant la rencontre tenue dimanche à Téhéran, quant à une éventuelle reprise des frappes israéliennes cette semaine.

Vendredi, le président américain Donald Trump a de nouveau menacé de frapper l'Iran. De leur côté, des responsables sécuritaires iraniens ont affirmé à Reuters que Téhéran avait élaboré des plans détaillés visant à couper les câbles sous-marins dans le Golfe si les États-Unis et Israël reprenaient leurs attaques.

De précédentes initiatives diplomatiques avaient permis de conclure un accord de paix provisoire en juin, mais celui-ci s'était rapidement effondré.

R.I

TÉLÉVISION



TF1

S.O.S. Fantômes : La menace de glace

21h10



En 1904, des pompiers de New York sont appelés en urgence dans un grand hôtel de la ville, où ils découvrent une galerie de personnages fantomatiques conservés dans la glace.

france•4

Fantastic Mr. Fox

21h00



Mr. Fox est le plus rusé voleurs de poules. À la naissance de son fils, son épouse lui demande d'arrêter ce métier trop dangereux. Il devient alors journaliste mais s'ennuie terriblement.

tmc

Supercondriaque

21h10



Romain est un hypocondriaque convaincu que chaque petit mal est le signe d'une maladie grave. Sa vie est un véritable parcours du combattant, rythmée par ses consultations médicales incessantes et ses angoisses maladives.

T18

1492 : Christophe Colomb

20h55



En 1491, Christophe Colomb rêve d'ouvrir une route vers les Indes en passant par l'Ouest. Grâce à quelques appuis, il obtient une entrevue avec la reine Isabelle de Castille.

france•3

Meurtres à...

21h00



En pleine nuit, le père Florentin, prêtre exorciste de l'abbaye du Mont-Saint-Michel, reçoit la visite d'Antonio Riberio, dans tous ses états.

6ter

The Rookie : le flic de Los Angeles

21h10



Alors qu'elle est suivie par l'équipe de production d'une série documentaire sur des affaires criminelles, l'équipe enquête sur le cas d'un ancien enfant-star, Corey Harris.

NEVO 19

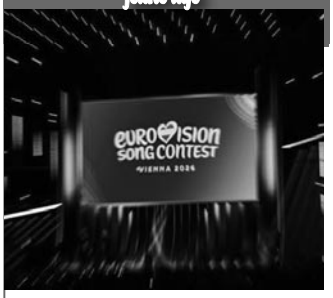
Mission : Impossible 2

21h10



L'agent Ethan Hunt doit récupérer et détruire un virus mortel, baptisé « la Chimère », qui a été dérobé par son ancien collègue Sean Ambrose.

Evangeline Lily : L'actrice explique pourquoi elle a pris sa retraite à un jeune âge



Après avoir confirmé en septembre leur participation au Concours Eurovision de la chanson avec un nouveau diffuseur, les Pays-Bas sont finalement revenus sur leur décision. Mardi, la chaîne de télévision publique nationale NPO a annoncé le retrait du pays de la compétition, prévue en mai prochain en Bulgarie, en raison de la question «sensible» d'Israël.

« Nous savons depuis un certain temps que la participation d'Israël suscite diverses réactions au sein de la société et est source de débats et de divisions… Par conséquent, après consultation du Conseil de la radiodiffusion, l'OSBL a décidé de se retirer de l'édition 2027 », a déclaré Jurre Bosman, directeur du département des médias de l'OSBL.

Jet de Ranitz, président exécutif de l'organisation nationale à but non lucratif (NPO), a reconnu que cette décision décevra de nombreux fans néerlandais de l'Eurovision et a souligné que le concours sera toujours diffusé sur les chaînes de télévision publiques.

« Il est trop tôt pour participer au Concours Eurovision de la chanson 2027 », a déclaré Jet de Ranitz. « Compte tenu de la sensibilité des sujets actuellement débattus, nous avons décidé de faire une pause pour le moment », a-t-il ajouté.

La compétition a récemment été touchée par une vague de boycotts liés à la participation d'Israël, en signe de protestation contre son offensive à Gaza, lancée en représailles à l'attaque sans précédent du groupe islamiste palestinien Hamas, qui a eu lieu le 7 octobre 2023.

L'Irlande a déjà annoncé son retrait, tandis que le directeur de la chaîne de télévision publique espagnole s'est prononcé en faveur d'un boycott. Plus tôt ce mois-ci, la chaîne de télévision publique tchèque s'est également retirée, invoquant des contraintes budgétaires.

Quotidien National d'Information
Edité par la SARL NATION EDITION
Capital social de 100 000,00 DA

Directeur général
Omar ATTIA

Directeur de la Publication
Mohamed BOUAZDIA

Impression
Centre : SIA
Est : SIE
Sud : SIA
Ouest : SIO

Distribution
Centre : La Nation
Est : La Nation
Sud : La Nation
Ouest : La Nation

Tous les manuscrits, lettres et tous documents remis à la rédaction ne sont pas rendus et ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation

POUR VOTRE PUBLICITE S'ADRESSER A :
l'Entreprise Nationale de communication, d'Edition et de Publicité »
Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger.
Téléphone: 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 / 020 05 13 45 / 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

Siège social
03, rue Ali Boumendjel, Square Port-Saïd, CASBAH
Siège de la rédaction
03, rue Ali Boumendjel, Square Port-Saïd, CASBAH
Tél/Fax : 028 53 59 96
Email: lanationquotidien@gmail.com –
Site: www.journal-lanation.com
RIB : BDL **005 00170 4002162000 18**

Le spectre d'une seconde Nakba en Cisjordanie

LE VENDREDI 23 OCTOBRE 2026, BENYAMIN NÉTANYAHOU A ORDONNÉ UN « BOUCLAGE TOTAL » DE LA CISJORDANIE OCCUPÉE APRÈS UNE ATTAQUE ARMÉE À HÉBRON, À QUELQUES JOURS DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 27 OCTOBRE. DANS UNE ALLOCUTION, IL A DÉCLARÉ QU'AVEC SON MINISTRE DE LA DÉFENSE, ISRAËL KATZ, ILS ENVISAGEAIENT « UNE OPÉRATION DE TRÈS GRANDE AMPLEUR, COMME IL N'Y EN A PAS EU DEPUIS LA GUERRE [DE 1967] ».

Par Clothilde Mraffko

Nous republions ce reportage réalisé en novembre 2023 en Cisjordanie. Un mois après le 7 octobre, les raids meurtriers, les arrestations en masse et la distribution d'armes par le gouvernement israélien faisaient déjà craindre, comme à Gaza, une « seconde Nakba ».

Abou Bachar est affable malgré l'épreuve. Il s'excuse d'avoir tardé à répondre : depuis un mois, il gère des urgences d'une ampleur inédite. Le 12 octobre 2023, ce chef de la communauté de Wadi Al-Siq, une quarantaine de familles palestiniennes établies sur un bout de terrain rocailleux dans les collines du centre de la Cisjordanie occupée, a vu débarquer quelque 70 Israéliens. Il raconte :

Des colons, pour certains vêtus de l'uniforme de l'armée, pour d'autres en civil, accompagnés de soldats. La police, elle, surveillait la scène de loin, peut-être à 200 mètres de là. Ils sont venus par trois chemins différents, ont commencé à nous frapper, nous tirer dessus, nous faire tomber à terre… C'était une scène terrible.

Dans la précipitation, les Palestiniens ont fui à pied, sans rien pouvoir emporter avec eux. Beaucoup ont atterri chez des proches, dans la localité voisine de Ramoun, le reste à Taybeh, un village chrétien un peu plus loin, dans les environs de Ramallah. Aucune autorité ne leur est venue en aide, selon Abou Bachar.

Trois Palestiniens ont été retenus par les assaillants, dont deux activistes qui étaient venus soutenir la communauté face à l'intensification des attaques de colons. « De midi à six heures du soir, ils ont été frappés et torturés. Quand ils ont été libérés par la police palestinienne, ils ont été transportés à l'hôpital », affirme Abou Bachar. Quatre activistes israéliens ont également été détenus. Dans un long récit détaillé, le journal Haaretz rapporte que les trois Palestiniens ont été battus. Leurs bourreaux ont écrasé des cigarettes sur leur peau et uriné sur deux d'entre eux. L'un des détenus a été menacé de viol. Une photo qui a largement circulé sur les réseaux sociaux les montre en sous-vêtements, les yeux bandés et les mains entravées, dans une position humiliante, à même le sol. L'armée, qui n'a pas répondu à Orient XXI, a affirmé à Haaretz avoir renvoyé le commandant de la brigade.

Les Bédouins de Wadi Al-Siq ont déjà été déplacés de force à la naissance d'Israël : ce sont des réfugiés. Leurs ancêtres ont été expulsés du Naqab, le désert du Néguev en arabe, lors de la Nakba en 1948, quand près de 80 % des Palestiniens situés sur ce qui correspond au territoire israélien aujourd'hui ont été chassés de chez eux, sans avoir le droit d'y revenir. La communauté s'est établie dans ce creux de vallée vers les collines de Ramallah dans les années 1970. En février 2023, la pression s'est accentuée avec l'arrivée d'un petit groupe de colons qui ont installé une ferme à quelques centaines de mètres du hameau. « Ils s'emparaient des batteries, panneaux solaires, réservoirs d'eau… Ils volaient jusqu'au drapeau palestinien », décrit Abou Bachar.

« ILS CONDUISAIENT DES VOITURES AVEC DES PLAQUES DE L'ARMEE »

Depuis l'attaque du Hamas le 7 octobre qui a fait 1 200 morts en Israël, le monde a les yeux rivés sur la bande de Gaza assiégée, où l'armée israélienne orchestre une riposte d'une violence inouïe. Plus de 12 500 Gazaouis ont été tués en un peu plus d'un mois. En Cisjordanie, territoire occupé par Israël depuis 1967, les Palestiniens se trouvent à la merci de l'armée et des colons — qui ne font parfois plus qu'un. « Les colons qu'on connaissait en civil se sont mis à porter l'uniforme. Ils avaient des armes. Ils conduisaient les mêmes voitures, des 4x4, mais avec des plaques de l'armée. Ils n'attaquaient plus nos moyens de subsistance et nos cultures, ils s'en sont pris directement aux maisons », résume le chef de la communauté de Wadi Al-Siq.

Les attaques de colons ont en effet explosé. Au moins neuf Palestiniens, dont un mineur, ont été tués par des colons israéliens depuis le 7 octobre. « Dans près de la moitié des cas, l'armée israélienne accompagne les colons. Or, selon le droit international, dans une situation d'occupation l'armée est supposée protéger la population locale », c'est-à-dire les Palestiniens, la présence des colonies n'étant pas légale en droit international, rappelle Allegra Pacheco, la directrice du Consortium de protection de la Cisjordanie, un groupe d'ONG internationales qui coordonne l'aide humanitaire à ces communautés palestiniennes menacées de transfert forcé.

En parallèle, l'armée a intensifié ses raids, dans l'espoir d'anéantir toute résistance armée palestinienne. Le 9 novembre, les soldats israéliens ont mené l'assaut le plus meurtrier depuis 2005 contre le camp de réfugiés de Jénine. Quatorze Palestiniens ont été tués pendant les 18 heures qu'ont duré les affrontements. Recevant les blessés dans l'hôpital voisin, le docteur Pedro Serrano, médecin de l'unité de soins intensifs de Médecins sans frontières rapportait2 avoir reçu des patients qui « ont eu le foie et la rate éclatés tandis que d'autres ont de graves lésions vasculaires. Nous avons également appris qu'une personne avait reçu une balle dans la tête alors qu'elle se trouvait juste devant l'hôpital ».

Tulkarem, Bethléem, ou encore les environs de Ramallah… Les militaires multiplient les invasions dans les zones A, sous contrôle sécuritaire palestinien. Entre le 7 octobre et le 17 novembre, plus de 220 Palestiniens ont été tués par des soldats ou des colons israéliens en Cisjordanie et à Jérusalem, selon le ministère de la santé palestinien. C'est déjà plus que sur les 9 premiers mois de l'année où 208 Palestiniens ont été tués. Or, depuis le printemps 2022, le niveau de violence était particulièrement élevé en Cisjordanie. L'armée israélienne y menait une campagne de répression sanglante, initiée par le précédent gouvernement dit « d'union nationale » — bien avant, donc, l'arrivée de la coalition d'extrême droite au pouvoir aujourd'hui.

SEIZE COMMUNAUTES PALESTINIENNES RAYEES DE LA CARTE

Le gros des effectifs militaires israéliens a été massé dans le sud et à la frontière avec le Liban. « Nous sommes en guerre désormais, les conscrits ne sont pas en Cisjordanie, observe Yehuda Shaul, qui a cofondé Breaking the Silence, une ONG de vétérans israéliens. Les équipes de réponse rapide des colonies sont en charge. Ils ont plein d'armes, plein d'uniformes pour faire tout ce qu'ils veulent ». Les colons gardent désormais eux-mêmes leurs colonies. Ils en profitent pour accélérer le mouvement enclenché depuis 1967 et la conquête israélienne de la Cisjordanie et de Jérusalem-Est : accaparer toujours plus de terres. Selon un recensement du Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies publié le 10 novembre, plus de 1 100 Palestiniens ont été déplacés de force du fait de la violence des colons israéliens depuis le 7 octobre. Début novembre, l'ONG israélienne B'Tselem rapportait3 que seize communautés ont ainsi été complètement rayées de la carte.

Les hameaux attaqués ont tous en commun d'être isolés, en zone C, c'est-à-dire sous total contrôle sécuritaire et administratif israélien. Ils sont souvent entourés d'« avant-postes » qui se résument la plupart du temps à une ferme avec quelques centaines de bêtes, et une poignée de colons qui harcèlent les Palestiniens en face. Sur les crêtes autour de Wadi Al-Siq, trois hameaux avaient déjà été vidés de leurs habitants du fait de ces violences et menaces avant le 7 octobre : Ein Samiya, Al-Baqa et Ras Al-Tin. Le mouvement s'est depuis accéléré dans des proportions inédites, vers Naplouse, la vallée du Jourdain ou le sud de la Cisjordanie occupée. Plusieurs États, dont la France, ont condamné ces violences. L'Union européenne a ainsi dénoncé la « recrudescence du terrorisme des colons ». Mais aucune sanction n'a été prise contre Israël face à ces violations. Les communautés palestiniennes, elles, se disent abandonnées ; le seul soutien des ONG ne suffit plus.

« JE VAIS TE DETRUIRE COMME GAZA »

Au lendemain de l'attaque du Hamas, le ministre responsable de la police, le suprémaciste juif Itamar Ben Gvir, condamné en 2007 pour « soutien à un groupe terroriste », a ordonné la distribution de fusils d'assaut aux civils israéliens. Quelque 25 000 armes ont déjà ainsi été écoulées, selon Haaretz. Le 24 octobre, Times of Israël précisait que 300 d'entre elles ont été données à des groupes de sécurité constitués de colons en Cisjordanie. Leur distribution a été effectuée sous la supervision de l'armée.

Pour l'activiste palestinien Nasser Nawajah, le fait que les colons soient armés par l'État israélien montre bien la responsabilité de ce dernier dans les transferts forcés. Dans le sud de la Cisjordanie, Soussya, le hameau dont est originaire Nasser, craint pour sa survie. Non loin de là, la communauté de Zanuta a plié bagage début novembre. Soussya est déjà coupée du monde, des tas de rochers et de sable bloquent les routes d'accès. Les habitants affirment qu'un colon les a déposés là quelques jours après le début de la guerre, à l'aide d'un bulldozer. Des hommes armés sont venus frapper et menacer directement les familles palestiniennes, leur laissant 24 heures pour évacuer. « D'ordinaire, l'État poursuit les mêmes objectifs, mais tout se fait à un rythme plus lent : il y a des recours devant les tribunaux, des pressions internationales… Maintenant, les colons et l'État l'ont compris : c'est leur momentum », juge Nasser Nawajah qui est aussi chercheur à B'Tselem. Ce père de famille de 41 ans se demande pourquoi la communauté internationale ne réagit pas davantage, alors que l'Union européenne a financé la plus grande partie des bâtiments dans le hameau. « Si le monde continue à se taire, on s'achemine vers une seconde Nakba », prévient-il.

Pour appuyer son propos, il relate ce qu'un soldat lui a rétorqué quand il a tenté d'attirer son attention sur les menaces et attaques des colons sur le hameau : « Aujourd'hui, je vais te détruire comme Gaza ». « Tous les Palestiniens sont regardés par les Israéliens comme s'ils étaient ceux qui ont perpétré les massacres du Hamas », constate l'activiste. La déshumanisation, cristallisée dans la qualification des Gazaouis d'« animaux humains » par le ministre de la défense israélien Yoav Gallant, sert de socle à la justification des violences contre les Palestiniens. Allegra Pacheco observe :

Depuis la guerre, les colons identifient les Palestiniens comme l'ennemi. L'idée est : aussi longtemps que l'ennemi vit parmi nous, il y a un danger et c'est pourquoi nous devons les chasser. C'est conforté par toute une rhétorique dans le pays. Auparavant, c'était le récit des colons, loin de celui du grand public. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas.

PLUS DE 2 000 ARRESTATIONS

L'armée israélienne veut mettre la Cisjordanie sous contrôle, pour éviter à tout prix la possibilité d'y voir s'y développer un troisième front — en plus de Gaza et de la frontière avec le Liban. Les soldats ont ainsi complètement fragmenté le territoire, isolant les villes les unes des autres par des barrages et la fermeture de certaines routes. Même certains quartiers palestiniens de la ville de Jérusalem, comme Kafr Aqab, qui font partie de la municipalité, mais se trouvent de l'autre côté du mur, se retrouvent isolés. Début novembre, l'Association for Civil Rights in Israel a déposé, avec deux autres ONG, une pétition pour demander la réouverture complète de Qalandia, important checkpoint de la Cisjordanie vers Jérusalem. Dans un communiqué, l'organisation publie le témoignage d'un père palestinien dont le fils doit recevoir des soins urgents à Jérusalem trois fois par semaine. « Aujourd'hui, pour être en mesure d'arriver à l'hôpital Hadassah via le checkpoint de Qalandia pour un rendez-vous à midi, nous devons partir à cinq heures du matin », décrit-il. Si la situation perdure, ce sera pour son fils « une question de vie ou de mort : il pourrait mourir avant d'atteindre l'hôpital», alerte-t-il.

Les arrestations de masse constituent le dernier pilier de la répression, vaste instrument de contrôle de la population palestinienne. Depuis le 7 octobre, les forces israéliennes ont procédé à plus de 2 000 arrestations. L'ONG palestinienne Addameer rapporte des cas de personnes « battues brutalement, menacées de mort et dont les familles sont prises en otage » lors de ces arrestations. L'organisation recense aujourd'hui quelque 7 000 prisonniers palestiniens dans les geôles israéliennes, dont 2 000 sous le régime de la détention administrative. Les conditions dans les prisons sont éprouvantes, s'alarme la Commission pour les affaires des prisonniers palestiniens. Cette institution officielle relevant de l'Autorité palestinienne évoque notamment :

des coupures d'électricité dans les cellules pendant de longues heures, une politique visant à affamer les prisonniers en confisquant les denrées des cantines et en réduisant les repas à deux par jour, des attaques brutales par les forces armées spéciales avec coups, bombes assourdissantes ou gaz lacrymogènes, la privation de soins médicaux et de transfert vers les hôpitaux.

LES VISITES SONT INTERDITES ET LES CELLULES SURPEUPLÉES.

Selon Addameer, cinq Palestiniens sont décédés en détention depuis le 7 octobre. Certaines vidéos filmées par des soldats et des membres des forces de sécurité israéliens ont circulé sur les réseaux sociaux, mettant en scène des prisonniers palestiniens, les yeux bandés et les mains entravées, frappés, obligés à danser avec leur geôlier, ou encore alignés dans des positions humiliantes. Ces terribles images suscitent la peur en Cisjordanie — c'est probablement le but recherché par ceux qui les ont filmées. Elles ravivent aussi l'idée, populaire chez les Palestiniens, que leurs prisonniers sont des « otages » aux mains d'Israël.

Tindouf : le Musée national organise la 2e édition du "Mahcer culturel"

Le Musée public national Ahmed-Mahsas de Tindouf organise, depuis lundi, la 2e édition du "Mahcer culturel", une rencontre qui met en valeur la richesse et la diversité du patrimoine culturel national.
Cet événement s'inscrit dans une démarche visant à valoriser le patrimoine culturel algérien, à préserver la mémoire collective et à assurer sa transmission aux générations montantes.
Cette manifestation, qui se poursuivra jusqu'à la fin de la semaine en cours, connaît la participation de musées et d'institutions culturelles de plusieurs wilayas. Il s'agit notamment de la wilaya de Bousâda, qui met en lumière le costume traditionnel de la région, du Centre de Tlemcen spécialisé dans la présentation des vêtements traditionnels et l'explication de leur signification historique et culturelle, ainsi que du Centre national des manuscrits d'Adrar.
Dans ce cadre, le musée spécialisé dans les arts plastiques de Bousâada présente une collection de tableaux illustrant différents aspects de la vie sociale et du patrimoine local, à travers les œuvres du célèbre peintre Nasreddine Dinet.
Ces œuvres artistiques mettent en lumière plusieurs aspects de la vie quotidienne des habitants de la région, notamment les vêtements traditionnels féminins et masculins, les coutumes liées aux mariages et aux célébrations, les pâtisseries, ainsi que les jeux populaires. Elles contribuent ainsi à documenter les caractéristiques de l'identité culturelle locale et à préserver la mémoire patrimoniale de la région.
De son côté, le Centre de Tlemcen spécialisé dans la présentation des vêtements traditionnels participe avec des collections illustrant la diversité des tenues algériennes et leurs significations historiques et sociales.
Une attention particulière est accordée au burnous, considéré comme un symbole d'authenticité et de bravoure, ainsi qu'à l'évocation de figures historiques nationales ancrées dans la mémoire collective, à l'instar de l'Emir Abdelkader et El Mokrani.
Le Centre national des manuscrits d'Adrar prend également part à cet évènement culturel en présentant ses efforts en matière de conservation, de préservation, decatalogage, de restauration et de numérisation des manuscrits. Ces opérations constituent des mécanismes essentiels pour assurer la pérennité de ce patrimoine et le protéger contre la détérioration et la disparition.
"El Mahcer culturel", organisé par le Musée public national Ahmed-Mahsas de Tindouf, s'inscrit dans le cadre des efforts visant à faire connaître le patrimoine culturel algérien sous ses différentes formes, à renforcer les échanges entre les institutions culturelles et à ancrer la conscience de l'importance de la protection du patrimoine matériel et immatériel, en tant que composante de l'identité nationale et élément essentiel de la mémoire collective.

R.C

Illizi : lancement des journées de formation dans les arts dramatiques

Les journées de formation Tassili dans les arts dramatiques ont été lancées dans la wilaya d'Illizi, à l'initiative de l'association "Tassili pour le théâtre et les arts".
Cette manifestation culturelle vise, entre-autres objectifs, la dynamisation de la scène culturelle, notamment théâtrale, à travers la formation et l'encadrement des jeunes créateurs, d'améliorer leurs connaissances et compétences.
Le président de l'association organisatrice, Abdelkader Zineddine, a présenté ces journées comme servant d'espace pour la promotion de la formation et de la création dans les arts dramatiques, sous la supervision de formateurs dans le domaine du théâtre et de l'audiovisuel, via des ateliers pratiques prévus lors de cette manifestation.
Le dramaturge, Mohamed Boukras, encadreur de l'atelier dédié à l'écriture dramatique, a, de son coté, mis en avant l'importance de cette rencontre dans la promotion de la formation théâtrale, avant de relever que ces journées offrent une opportunité de découverte de talents artistiques, dans l'interprétation, le chant et d'autres disciplines, parmi les jeunes générations.
L'initiative constitue un espace local de formation appliquée dans l'interprétation, la mise en scène et l'écriture théâtrale, à même de permettre l'émergence de nouveaux talents dans la wilaya d'Illizi.
Devant se poursuivre au 1er novembre, le programme prévoit également l'animation d'ateliers de formation l'interprétation théâtrale, la réalisation, l'écriture, le théâtre de marionnettes et le cinéma, encadrés de spécialistes.

R.C

LES JOURNÉES DES JEUX DE MAGIE À NÂAMA

Lancement de la deuxième édition



La Maison de la culture "Ahmed-Cham" de Nâama, accueilli la deuxième édition des Journées des jeux de magie avec la présentation de divers spectacles artistiques qui ont attiré un public nombreux.
La cérémonie d'ouverture a été marquée par des spectacles de magie et d'illusion d'optique présentés par l'artiste "Walid Magic", originaire de la wilaya de Mila.
La troupe artistique de l'association "Alwane", de la ville d'Aïn-Sefra (Nâama), a également animé un spectacle varié mêlant costumes et couleurs, ainsi que des numéros de magie et des intermèdes musicaux, organisés à la salle des spectacles de la Maison de la culture, qui ont suscité un vif enthousiasme chez les enfants et de leurs parents.
Le programme de cette manifestation prévoit six spectacles de magie répartis sur quatre jours, avec la participation d'artistes et de praticiens de cet art venus des wilayas de Mila, Khenchela, Bordj Bou-Arréridj et Nâama.Les spectacles se dérouleront à la Maison de la culture du chef-lieu de la wilaya et dans ses deux annexes situées dans les villes de Mecheria et d'Asla, ainsi qu'au niveau de l'espace culturel de la commune de Mekmen Benamar.
Des activités artistiques et récréatives seront également organisées dans les espaces publics. Elles comprendront notamment des spectacles de clowns et des séances de contes destinées aux enfants, animées par les membres des deux associations locales "El-Wissal culturelle" et "Noudjoum Africa".
Cette manifestation, organisée par la direction de la Culture et des Arts de la wilaya, vise à offrir des espaces de divertissement aux familles et aux visiteurs de la région, durant les vacances d'automne.
Des ateliers variés de dessin et de travaux manuels seront organisés à la bibliothèque principale de lecture publique et dans ses annexes, en complément de spectacles récréatifs destinés aux enfants.

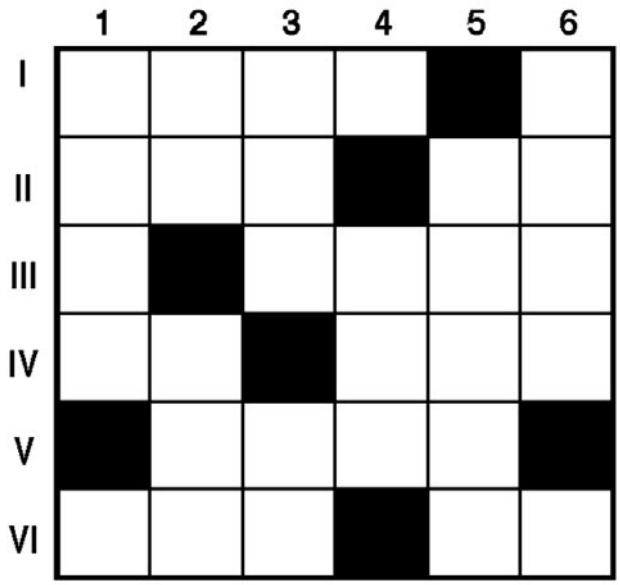
R.C

Festival international du court métrage de Timimoun : Projection de 63 courts métrages

Le deuxième Festival international du Court métrage de Timimoun (TISFF), prévu du 5 au 10 novembre prochain, verra la projection de 63 courts métrages, dont 37 en compétition, entre fictions, documentaires et films d'animation.
Seize courts métrages de fiction, 13 films documentaires et 8 films d'animation, de 39 nationalités, dont l'Algérie (pays hôte), la Palestine, l'Afrique du Sud, la Tunisie, Oman, l'Italie et le Brésil, seront en compétition.
La cérémonie d'ouverture verra la projection du film d'animation "La Question" du cinéaste portugais Alberto Segre, alors que le film, "La route de Timimoun" du musicien-chanteur Hamid Baroudi marquera la clôture de cet événement.
L'Algérie sera en compétition dans deux catégories, avec notamment, les courts métrages de fiction,"Off on Off" de Abdelmadjid Boulahbal, "By the Sea" d'Inès Daif et "Van Gogh and Me" de Hakim Traïdia et les films documentaires, "Window" de Abdelkader Guidoum, "Diwan au cœur de l'héritage" de Redouane Benmensour et "Le roman algérien (et l'histoire répète)" de Katia Kameli.
La compétition "ciné Pocket-Yamina Chouikh" de films réalisés intégralement à l'aide de Smartphones offrira l'opportunité aux jeunes de Timimoun de proposer des sujets commentés ne dépassant pas les 5 minutes.
Le programme comprend également des sections hors compétition, à savoir le "Gourara Lab" ou le laboratoire Anis Djaad de développement de courts métrages de fiction, qui est une initiative du TISFF visant à soutenir les talents algériens et les accompagner dans l'écriture, le développement de scénarios et le partage d'expériences, ainsi que six (6) ateliers de formation dédiés aux jeunes de six wilayas du sud algérien, offrant aux cinéastes en herbe la possibilité de se former dans le jeu d'acteur, la réalisation et la prise de vue, entre autres.

R.C

Nombres croisés



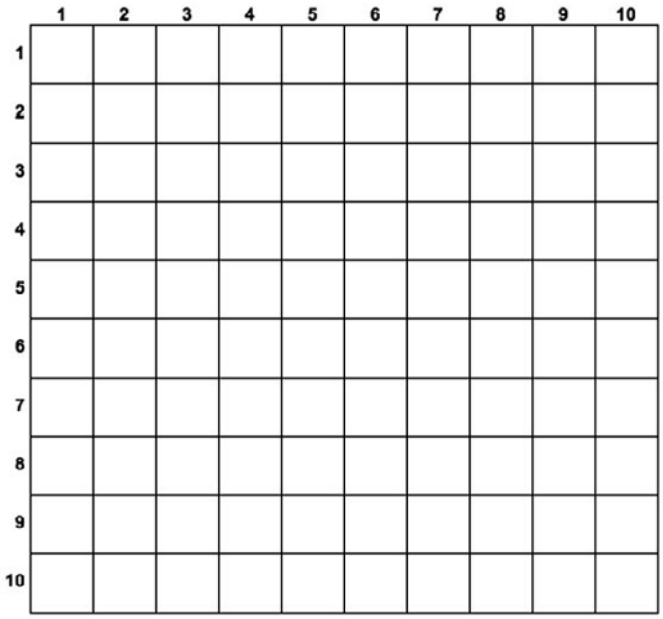
HORIZONTALEMENT

I. Cette année-là, on a marché sur la Lune. **II.** Puisssance de 2. Nombre d'années nécessaires aux noces de cristal. **III.** Longueur en km du fleuve Nil. **IV.** Département du Puy-de-Dôme. Un petit modèle de la gamme Peugeot. **V.** Altitude estimée de l'Everest. **VI.** Nombre de coups à faire pour bien s'amuser. C'est vraiment nul !

VERTICALEMENT

1. Carré de 36. **2.** Département du Val-d'Oise. Dernier-né de la gamme Airbus. **3.** Un chiffre apocalyptique. Un certain nombre de jours pour faire le tour du monde. **4.** Puissance de 5. **5.** Indispensable à savoir pour que le courrier arrive à la Rochelle. **6.** Marignan !

Grille muette N° 1191



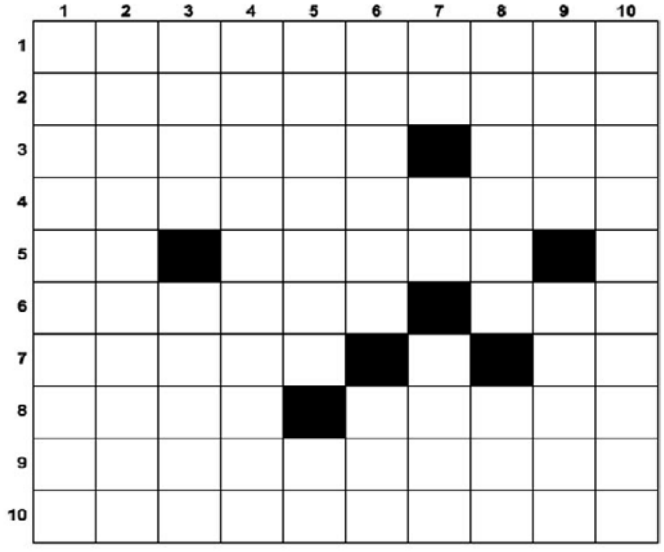
Horizontalement

1 Frère pauvre à l'extrême.2 Mélanges équimoléculaires de deux énantiomères.3 Présence de propanone dans un liquide jaune ambré.4 Métal de transition.- Près de Manzano.5 Siffleur.- Producteur de protéines insecticides.6 Ville connue pour son pot...- Nation kelossienne.7 Débonnaire pour l'Astronome.- Bête de Stevenson.8 Comme le buisson ardent.- Vertisol.9 Parleriez trop...- Chemises brunes.10 Constituées d'un mésothélium et d'un tissu conjonctif aréolaire sous-jacent.

Verticalement

1 Pris, ils sont muets.2 Fait de la science comparative.3 En chanson ou au tennis.- Verbe de concert.4 A de gros avantages.5 Ville de circuit.- Hitler au théâtre, pendu par les pieds!6 Séneçons ornementaux au feuillage grisâtre.7 Le hyracothérium, il y a fort longtemps, par exemple.- De commune à muse nietzschéenne.8 Digne lui est proche.- Signe artistique de reconnaissance.9 Sarde ou roumains.- Il fait parfois moins, mais c'est toujours un plus!10 À-côté, pas du bon côté.

Mots croisés grille N° 1191



Horizontalement

1 Presque purificatoires.2 Ne se mouille pas, au contraire de l'ancre.3 Accortes.- Unité étrangère.4 Ont de l'intuition (féminine).5 ...va sano?- Aller ensemble.6 Ville togolaise.- H.7 Se plia un peu.- Lucet au son.8 Rivière brésilienne.- Souffris.9 Périodes de chasse au gros gibier... quand vient la fin de l'été.10 On y fait le plein à Dakar (mais pas à Paris).

Verticalement

1 Tierce dans le milieu.2 Font de la concurrence loyale.3 Poète roumain, prisonnier au château des aveugles.- Du 64 au temps anglais.4 Produit du chancre.5 Modérera.- L'alpha géorgien.6 Graisse la laine.- Tapeur guadeloupéen ou piton, réunionnais, par exemple.7 Uuu ou en cultivent des vertes et des pas mûres!- En noir et blanc ou en Écosse.- Matériau de construction répandu, pas en Italie ou en Italie.8 Fait une belle jambe, en partie.- Vieille conscience.9 Inférieur au Supérieur.- Ville des Pouilles.10 Caresse dans le sens du poil.

LA NATION
Jeudi 29 Octobre 2026

ACCIDENTS DE LA ROUTE

3 décès et 259 blessés en 24 heures

Trois personnes sont décédées et 259 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus au cours des dernières 24 heures dans plusieurs wilayas du pays, a indiqué, hier, un bilan de la Protection civile. Les accidents mortels ont été enregistrés dans les wilayas de Constantine (une personne décédée et trois autres blessées), de Relizane (une personne décédée et deux autres blessées) et de M'Sila, où un enfant a trouvé la mort, précise la même source.

HORAIRE DES PRIERES

SOBH	DOHR	ASSER	MAGHREB	ICHA
05:37	12:46	15:50	18:01	19:21

Météo

Alger	27	Tizi Ouzou	26
Tiaret	25	Béjaïa	27
Constantine	26	Oran	26

LUTTE CONTRE LA DROGUE

Tentatives d'introduction de plus de trois quintaux de kif traité

Des tentatives d'introduction de plus de trois quintaux de kif traité provenant des frontières avec le Maroc ont été mises en échec par des détachements combinés de l'Armée nationale populaire (ANP), en coordination avec les différents services de sécurité, a indiqué, hier, un bilan opérationnel de l'ANP.
Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et "en continuité des efforts déployés afin de contrecarrer le fléau du narcotrafic dans notre pays, des détachements combinés de l'ANP ont intercepté, en coordination avec les différents services de sécurité, 31 narcotrafiquants et mis en échec des tentatives d'introduction de 3 quintaux et 83 kilogrammes de kif traité provenant des frontières avec le Maroc, alors que 150.091 comprimés psychotropes et un kilogramme de cocaïne ont été saisis, et ce, lors d'opérations exécutées à travers les Régions militaires".

OULED DJELLAL

La Maison de la presse réceptionnée prochainement

La Maison de la presse en cours de réalisation à Ouled Djellal sera réceptionnée avant la fin de l'année 2026, a indiqué, hier, le directeur de l'administration locale (DAL), Azzedine Touahri.
Cette structure qui a nécessité un investissement public de plus de 66 millions de dinars, accuse un taux d'avancement estimé à 90%, a affirmé le même responsable dans une déclaration à l'APS.
La future Maison de la presse d'Ouled Djellal comprendra une grande salle destinée aux conférences de presse, des bureaux devant être mis à la disposition des correspondants et des journalistes exerçant dans la presse écrite, à la radio, à la télévision ou dans des médias électroniques, selon le DAL. Il a également indiqué que ce projet s'inscrit dans une volonté de fournir à la famille de la presse des conditions de travail adéquates, d'autant, a-t-il précisé, qu'Ouled Djellal est une wilaya jeune, en plein développement, qui nécessite une couverture médiatique adaptée à ses ambitions.

SILA

Nasri inaugure la 29e édition

Chargé par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, le président du Conseil de la nation, Azouz Nasri, a présidé, ce mercredi après-midi au Palais des expositions (Alger), la cérémonie d'inauguration officielle de la 29e édition du Salon international du livre d'Alger (SILA), organisée du 28 octobre au 7 novembre sous le haut patronage du président de la République. La cérémonie s'est déroulée en présence de membres du gouvernement et de représentants d'institutions et organismes nationaux et des représentants du corps diplomatique accrédité en Algérie. Cette 29e édition se tient sous le thème «Demain entre les pages d'un livre», avec la participation de 1567 maisons d'édition de 51 pays. Le Royaume d'Arabie saoudite est l'invité d'honneur de cette édition.

MDN

Evacuation sanitaire urgente d'un marin turc à Azzefoune

Les Garde-côtes du Commandement des Forces navales ont procédé à l'évacuation sanitaire urgente d'un marin, de nationalité turque, ayant subi une grave blessure à bord d'un navire commercial turc, à environ milles nautiques au nord d'Azzefoune/Tizi ouzou,a indiqué, mardi un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). "Dans le cadre des missions et des efforts humanitaires des unités des Garde-côtes du Commandement des Forces navales, visant à sauver des vies en mer, et suite à la réception par le Centre national des opérations de surveillance et de sauvetage en mer, le 26 octobre 2026 à 16h48, d'une demande d'évacuation sanitaire urgente de la part du commandant du navire commercial turque dénommé (HACI ALI SARI), qui était à environ milles nautiques au nord de Azzefoune/Tizi ouzou, concernant un marin de nationalité turque, âgé de 20 ans, membre de l'équipage, après avoir subi une grave blessure au dos, suite à une chute à bord", a précisé la même source. "Immédiatement et en coordination avec le Centre régional des opérations de surveillance et de sauvetage en mer d'Alger (1e RM), le Centre national des opérations de surveillance et de sauvetage en mer a déclenché une opération d'évacuation sanitaire en mer, à travers l'engagement de l'hélicoptère de recherche et de sauvetage MS21, relevant du 560e Escadron des hélicoptères de recherche et de sauvetage. Le marin turc blessé a été évacué en urgence vers l'hôpital de Zéralda, où il a reçu les premiers soins, puis transféré vers l'hôpital de Béni-Méssous, afin de recevoir les soins nécessaires", a rapporté le communiqué.
Cette opération s'inscrit dans le cadre "des missions humanitaires des unités des Gardes-Côtes du Commandement des Forces navales, reflétant les efforts déployés et leur engagement constant à intervenir pour sauver des vies humaines en mer, quelles que soient les circonstances", a conclu le communiqué du MDN.

ENVIRONNEMENT

Le changement climatique constitue une "urgence sanitaire mondiale"

Le changement climatique est devenu une "urgence sanitaire mondiale", la hausse des températures, la sécheresse extrême et d'autres menaces liées au climat entraînant des dommages croissants pour la santé humaine, selon les conclusions d'une nouvelle étude publiée dans The Lancet. Le rapport Lancet Countdown 2026, mené par l'University College London (UCL) en collaboration avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS), a constaté que les risques sanitaires liés au climat s'accélèrent malgré les progrès réalisés depuis l'Accord de Paris de 2015. "Dix ans après l'Accord de Paris, nos conclusions sont sans équivoque: les effets néfastes du changement climatique sur la santé augmentent plus vite que la réponse mondiale à ces effets, et dans de nombreux cas, cette augmentation s'accélère", a déclaré Marina Romanello, directrice générale du Lancet Countdown.
L'étude, menée par 146 chercheurs issus de plus de 100 institutions, estime que la chaleur a contribué à plus de 540.000 décès par an entre 2016 et 2023, dont 68 % sont attribuables au changement climatique. Rien qu'en 2023, la chaleur a été liée à environ 710.000 décès, dont plus de 71 % ont été attribués aux changements climatiques. Les chercheurs estiment que les vagues de chaleur extrêmes ont entraîné une perte de revenus potentiels de plus de 1.000 milliards de dollars dans le monde en 2025, ce qui représente la troisième année consécutive au-dessus de ce seuil. Le rapport a également constaté que plus de la moitié des terres émergées ont connu une sécheresse extrême pendant au moins un mois en 2025.

RECOUVREMENT DE LA SOUVERAINETÉ NATIONALE SUR LA RADIO ET LA TÉLÉVISION

La détermination de la première génération de journalistes saluée



A l'occasion du 64e anniversaire du recouvrement de la Souveraineté nationale sur la Radio et la Télévision algériennes, célébré le 28 octobre de chaque année, une cérémonie commémorative a été organisée, mercredi devant le siège des deux établissements. La cérémonie commémorative s'est déroulée en présence du ministre de la Communication, M. Mohamed Bouslimani, du ministre des Moudjahidine et des Ayants-droit, M. Abdelmalek Tacherift, du Conseiller du président de la République chargé de la Direction générale de la communication, M. Kamel Sidi Said, ainsi que de responsables de la Radio et de la Télévision, de cadres du secteur de la communication et de journalistes. A cette occasion, l'hymne national a été écouté, une gerbe de fleurs déposée et la Fatiha récitée à la mémoire des journalistes et des techniciens, qui ont contribué au recouvrement de la Souveraineté nationale sur ces deux établissements.
Dans une allocution prononcée à cette occasion, le ministre de la Communication a salué la détermination de la première génération de journalistes et de techniciens qui, après le recouvrement de la Souveraineté nationale sur la radio et la télévision, ont relevé le défi de poursuivre la diffusion et d'en assurer la continuité. Il a appelé les professionnels des médias d'aujourd'hui à prendre exemple sur leurs prédécesseurs, en se mobilisant "pour faire face à toutes les attaques auxquelles le pays est confronté de la part de parties hostiles et accompagner les efforts de développement engagés".
De son côté, le Directeur général de la Radio nationale, M. Hicham Allali, a indiqué que le recouvrement de la Souveraineté nationale sur la radio et la télévision constitue "une étape marquante de l'histoire médiatique nationale, qui mérite que l'on s'y arrête afin de se remémorer les sacrifices de nos prédécesseurs et d'en tirer les enseignements", soulignant, dans le même contexte, l'importance du rôle dévolu aux médias dans l'accompagnement des efforts de développement dans l'ensemble des secteurs.

AIR ALGÉRIE

Les horaires des vols reliant Alger à Timimoun modifiés

La compagnie Air Algérie a annoncé, dans un communiqué, une modification des horaires de ses vols reliant Alger à Timimoun, prévus les 29 octobre et 2 novembre, en raison de la fermeture temporaire de l'aéroport de Timimoun durant les créneaux initialement prévus.
Selon la compagnie nationale, le départ du vol Alger-Timimoun (AH6156) sera à 20h00 pour une arrivée prévue à 21h30, tandis que le départ Timimoun-Alger (AH6157) est prévu à 22h30 et l'arrivée à 00h00. Air Algérie invite ses clients à prendre en compte ces modifications et à vérifier les horaires de leurs vols auprès de ses agences commerciales ou de son centre d'appel.